

REPUBLIQUE GABON



Unité-Travail-Justice



MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE L'EMPLOI ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

-----  
PROJET D'APPUI À LA GESTION DURABLE DES ÉCOSYSTÈMES DES ZONES HUMIDES  
CRITIQUES

# **CADRE DE PLANIFICATION EN FAVEUR DES POPULATIONS SENSIBLES POTENTIELLEMENT AFFECTÉES PAR LE PROJET**

janvier 2014

## **SOMMAIRE**

### **LISTES DES TABLEAUX**

### **LISTE DES PRINCIPALES ABREVIATIONS**

### **RESUME EXECUTIF**

### **EXECUTIVE SUMMARY**

## **1. INTRODUCTION**

### 1.1 Contexte

### 1.2 L'objectif de développement

## **2. JUSTIFICATION DU CADRE DE PLANIFICATION EN FAVEUR DES POPULATIONS LOCALES SENSIBLES**

## **3. OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'ETUDE**

### 3.1. Objectif de l'étude

### 3.2 Méthodologie de l'étude

## **4. INFORMATIONS DE BASE SUR LES POPULATIONS LOCALES SENSIBLES EN REPUBLIQUE GABONAISE**

### 4.1. Localisation et aperçu global sur l'organisation socioculturelle des populations Pygmées au Gabon

### 4.2. Effectif et localisation des Populations locales sensibles dans les zones du projet

### 4.3 Caractéristiques socioculturelles des P.A. localisées dans la zone du projet

### 4.4 Rapports socioéconomiques entre les P.A et les voisins Bantous dans la zone du projet

### 4.5 Synthèses des discussions des focus groups

## **5. CADRE INSTITUTIONNEL ET LEGAL DE COORDINATION ET D'EVALUATION DES DROITS DES POPULATIONS LOCALES SENSIBLES EN REPUBLIQUE GABONAISE**

### 5.1. La constitution de la République Gabonaise modifiée par la Loi N° 47/2010 du 12 janvier 2011

### 5.2. L'acte de la Conférence Nationale

### 5.3. Les engagements du Gabon pour sa biodiversité

### 5.4. La conservation foncière et des hypothèques

### 5.5. Le projet de développement intégré du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)

## **6. EVALUATION DES IMPACTS DU PROJET ZONES HUMIDES SUR LES POPULATIONS LOCALES SENSIBLES ET MESURES D'ATTENUATION**

### 6.1. Impacts positifs

### 6.2. Impacts négatifs

### 6.3. Mesures d'atténuation des impacts négatifs

## **7. OPTIONS POUR UN CADRE DE PLANIFICATION EN FAVEUR DES POPULATIONS LOCALES SENSIBLES**

## **8. PROCESSUS DE GRIEF**

## **9. PLANIFICATION DE LA MISE EN ŒUVRE, DU SUIVI ET EVALUATION**

### 9.1. Planification de la mise en œuvre, du suivi et évaluation

#### 9.1.1. Responsabilité de mise en œuvre et du suivi du CPPLS

#### 9.1.2. Suivi/Evaluation

### 9.1.3. Budget estimatif du CPPLS

## **10. ANNEXES**

10.1 Termes de Référence pour l'Etude du Cadre de Planification des Peuples Autochtones (CPPLS) pour le projet Zones Humides Gabon

10.2 Liste des personnes rencontrées

10.3. Bibliographie

## **LISTE DES TABLEAUX**

**Tableau n°1** : Les groupes pygmées du Gabon

**Tableau n° 2** : Quelques données obtenues sur le terrain sur les aspects socio-économiques des villages pygmées Babongo du PN Birougou

**Tableau n°3** : La gestion domaniale et foncière au Gabon

**Tableau n°4** : Mesures d'atténuation des impacts négatifs

**Tableau n° 5** : Plan d'action du CPPLS

**Tableau n° : 6** Budget estimatif du CPPLS

**Carte n° 1** : Localisation des Populations locales sensibles sur le territoire gabonais

**LISTE DES PRINCIPALES ABREVIATIONS**

ADCPPG	Association pour le Développement de la Culture des Peuples Pygmées du Gabon,
AFD	Agence française de développement
ANPN	Agence nationale des parcs nationaux
BAD	Banque africaine de développement
BM	Banque mondiale
CÉMAC	Communauté Economique et Monétaire en Afrique centrale
CL	Communauté locale
CLIP	Consentement Libre Informé et Préalable.
CPPLS	Cadre de Planification en faveur des populations locales sensibles
CPR	Cadre de Politique de Réinstallation
DO	Directives Opérationnelles
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
IDA	Association Internationale pour le Développement
IPPF	Indigenous Peoples Planning Framework
LVB	Libreville
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Politique Opérationnelle
PA	Population autochtone
PDPA	Plan de Développement des Peuples autochtones
RDC	République Démocratique du Congo
TDR	Termes de références
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

## RESUME EXECUTIF

Le Gabon est partie à la convention Ramsar sur les Zones Humides d'Importance Internationale (ZHII) depuis 1987. Le pays a inscrit en trois vagues, neuf (09) sites sur la liste des ZHII représentant une grande diversité d'écosystèmes aquatiques (Mangroves, savanes côtières, chutes et rapides, lagunes, rivières, fleuves, lacs alluviaux) sur près de 2 818 469 ha.

En dépit de l'engagement politique pris à travers l'adhésion à la Convention, seules des mesures limitées ont été entreprises jusqu'ici pour mettre en œuvre la Convention sur le terrain. Cependant, le Gouvernement a fixé de nouvelles priorités de préservation de la biodiversité qui ciblaient clairement les ZHII, et a décidé en conséquence de consacrer la totalité des fonds du FEM-5 alloués au Gabon à l'obtention de progrès significatifs dans la gestion des ZHII du pays, à travers ce projet : Gestion soutenable des écosystèmes critiques des zones humides qui couvre les sites choisis suivants : **Petit Loango/Setté-Cama, Monts Birougou, et Bas Ogooué.**

**L'objectif de développement** de ce projet d'appui à la gestion durable des écosystèmes des zones humides critiques est d'améliorer la protection de la biodiversité dans les zones humides forestières sélectionnées sur la liste des sites Ramsar, à travers la création de connaissance et la mise en place des mesures de conservation pour une gestion durable de ces écosystèmes. Le projet comporte cinq (05) composantes que sont : (i) Amélioration de la connaissance et de la surveillance des écosystèmes des zones humides du Gabon ; (ii) Appui à la gestion durable des écosystèmes des zones humides critiques sélectionnées ; (iii) Mise en œuvre du Protocole de Nagoya ; (iv) Renforcement du cadre institutionnel afin d'appuyer la gestion des zones humides ; (v) Gestion de projet, Suivi-Evaluation.

### 1. Objectifs du cadre de Planification en faveur des peuples autochtones

L'objectif principal de ce CPPLS consiste à créer un cadre pour guider le projet Zones Humides Gabon dans la prise en compte de la dignité, des droits de la personne, de l'économie et de la culture des populations dites autochtones et de s'assurer en même temps que ces peuples autochtones en retirent des avantages socio-économiques, culturellement adaptés.

Toutefois, dans le cas du Gabon, le terme « peuples autochtones » ne revêt aucune réalité juridique ni sociale, la constitution de ce pays interdisant de classer des « peuples » ou de « communautariser » des individus. Il est alors plus indiqué de parler de « populations locales sensibles ». Ce terme a l'avantage de pointer des populations fragiles au sein de la communauté nationale, qui peuvent être définis par leur groupe d'appartenance.

Aussi le rapport fournira un cadre sur la manière dont ces objectifs peuvent être atteints pour les populations locales sensibles potentiellement affectées par le projet, et il doit prévoir des mesures destinées :

- à éviter les incidences susceptibles d'être préjudiciables à ces Populations locales sensibles concernées; ou
- au cas où cela ne serait pas possible, à atténuer, minimiser ou compenser de telles incidences.

La Banque mondiale n'accepte le financement d'un projet que lorsque celui-ci obtient un large soutien de la part des Populations locales sensibles de la zone d'emprise du projet, à l'issue d'un processus préalable de consultation libre et informée.

En conformité avec la P.O 4.10 de la banque mondiale la méthodologie utilisée pour cette étude est fondée sur une approche participative, en concertation avec

l'ensemble des acteurs et partenaires concernés par les activités du Projet Zones Humides Gabon tels que les ministères, organismes et projets impliqués, les autorités locales, les populations locales potentiellement affectées par le projet, mais également la société civile ou les ONG et tous autres services et projets impliqués dans les questions d'impact social et environnemental, de la promotion culturelle et des droits humains.

La méthodologie est basée sur les priorités suivantes :

- la revue de la littérature sur la situation des populations locales sensibles vivant dans les zones d'intervention du Projet ;
- l'analyse des documents techniques du projet et d'autres documents sur les conditions stratégiques de la Banque mondiale dans l'exécution des projets sociaux et des études environnementales et sociales ;
- les entrevues et réunions avec les populations locales comprenant les groupes sensibles et les acteurs institutionnels principaux impliqués dans le projet ;

En outre, toutes les dispositions concernant le cadre légal et institutionnel pour la coordination et l'évaluation des droits des populations locales sensibles en particulier, adoptées ou ratifiées au niveau national, régional, et international par la République du Gabon ont été passées en revue. Celles-ci incluent :

- la constitution de la République du Gabon modifiée par la loi n°47/2010 du 12 janvier 2011 ;
- l'acte de la conférence nationale ;
- les engagements du Gabon pour sa biodiversité ;
- la conservation et les hypothèques de terre ;

De façon générale, cette revue a identifié les engagements pris par le gouvernement du Gabon sur les droits de l'Homme et les libertés fondamentales des citoyens.

Cette démarche participative privilégiée par l'étude a permis ainsi d'intégrer au fur et à mesure les avis et arguments des différents acteurs, notamment les autorités locales, et les différents groupes cibles y compris la société civile. Au total, les entrevues de groupe ont eu lieu dans les villages suivants des sites du projet : Bifoun, Omboué, ¶Mbigou, Iguéla, Sétté cama , Malinga.¶

Il ressort des entretiens avec ces différentes catégories d'acteurs que le Projet Zones humides rencontre une adhésion massive. Cela peut se justifier par le fait qu'après avoir expliqué l'objectif du projet, les populations locales rencontrées ont compris combien cela peut les amener à être des bénéficiaires des activités à financer par le projet.

Toutefois, elles ont exprimé leurs attentes concernant le projet :

- l'accès aux services sociaux de base tels que l'eau, l'électricité, structures de santé ;
- la facilité dans l'établissement des actes de naissance surtout pour les enfants qui vont à l'école sans acte de naissance et ne peuvent pas par conséquent participer aux différents examens (entrée en 6<sup>ème</sup>) ;
- leur prise en compte dans les bénéficiaires des AGR et activités communautaires.

Les autorités provinciales comme le Préfet de Bifoun, Mbigou et de Malinga ont pour leur part souhaité que les populations locales puissent avoir le privilège de

bénéficiaire des avantages du projet, entre autres les activités génératrices de revenus liées à l'agriculture, la pêche, l'artisanat, l'élevage et l'écotourisme.

## 2. Impacts négatifs potentiels et mesures d'atténuation du projet

Comme impacts négatifs potentiels on peut citer :

- la restriction de l'accès aux ressources naturelles ;
- la limitation d'exercice des activités spécifiques pratiquées par les populations locales, notamment : chasse, agriculture, pêche, cueillette, élevage domestique, vente de fagots bois de chauffage.
- les risques de déplacement physique de populations locales installées dans les sites du projet ;
- conflits entre les différents acteurs ;
- la faible proportion des populations locales bénéficiaires des activités d'AGR et communautaires

Pour atténuer ces impacts négatifs potentiels liés à la mise en œuvre du Projet Zones Humides et répondre aux attentes des Populations locales sensibles, un cadre de planification en leur faveur a été élaboré.

Pour le suivi de la mise en œuvre de ces mesures, les responsabilités seront partagées par les différents acteurs concernés par le projet : Ministère de l'économie, de l'Emploi et du Développement Durable (DGEPN), l'ANPN, , Collectivités locales des communes/sites d'intervention du projet.

Par ailleurs, pour garantir l'efficacité de leurs interventions et répondre favorablement aux besoins des Populations locales sensibles, un programme de renforcement de capacités a été proposé.

Le sommaire du budget du programme de renforcement de capacités élaboré se présente comme suit :

### Budget estimatif

<b>Rubrique</b>	<b>Activités</b>	<b>Montant en FCFA</b>
<b>Renforcement de capacité 1</b>	Actions de sensibilisation et information des parents quant aux avantages liés à l'établissement de l'acte de naissance ; - Etablissement des actes de naissance des enfants et des cartes d'identité pour les jeunes des villages cibles	<b>75.000.000 FCFA</b>
<b>Renforcement de capacité 2 (alphabétisation des parents)</b>	Choix et implantation des structures d'alphabétisation ou d'éducation de masse dans les grands villages du Projet. - Appui aux activités d'alphabétisation fonctionnelle	<b>30.000.000 FCFA</b>

<b>Renforcement de capacité 3</b> (développement d'AGR)	- susciter des regroupements des populations locales sensibles (coopérative, association) dans les villages concernés ; - établir des critères souples et adaptés à la prise en compte des besoins des populations locales sensibles ;	<b>12.000.000 FCFA</b>
<b>Total</b>		<b>117.000.000 FCFA</b>

## EXECUTIVE SUMMARY

Gabon has been a party to the Ramsar Convention on Wetlands of International Importance (WII) since 1987 with the inclusion of the first three sites on the list of Gabonese WII. The country has registered a total of nine sites on the list of WII representing a wide variety of aquatic ecosystems (mangroves, savannas, waterfalls and rapids, lagoons, rivers, and lakes) of more than 2.8 million hectares. Despite the political engagement through the adherence to the Convention, only limited actions has been taken so far to operationalize the Convention pillars on the ground. However, the new priorities set by the Government in terms of biodiversity preservation are clearly targeting the WII. Accordingly, the Government has decided to use the entire Gabon allocation under the GEF-5 replenishment to foster significant progress on WII management, through this project: Sustainable Management of Critical Wetlands Ecosystems which covers the following selected sites: Petit Loango/Setté-Cama, Monts Birougou, and Bas Ogooué.

The project development objective is to enhance protection of biodiversity in selected forested wetlands on the Ramsar list through knowledge creation and development of conservation measures for sustainable wetlands management. The project has 5 components: (i) Improvement of Knowledge and Monitoring of Selected Critical Wetland Ecosystems; (ii) Support to Sustainable Management of Selected Critical Wetland Ecosystems ; (ii) Component 3: Implementation of the Nagoya Protocol; Component 4: Strengthen Institutional Framework to support Wetlands Management; Component 5: Project Management, Monitoring and Evaluation.

### I. Objectives Indigenous Peoples Planning Framework

The main objective of this IPPF is to set a framework for ensuring that human dignity, human rights, culture and economy of communities shall be taken into account in the project implementation and communities will benefit from project activities. This report also provides a framework for explaining the way to achieve these goals and measures to:

- prevent negative impacts on indigenous people or, if this is not possible;
- minimize, mitigate, or compensate for adverse impacts.

Before financing a project, the World Bank ascertains, on the basis of the social assessment and the free, prior, and informed consultation, whether the affected Indigenous Peoples' communities provide their broad support to the project.

In accordance with OP 4.10, the methodology used is based on a participatory approach, in consultation with all the actors, partners and stakeholders of the project such as ministries, organisms, local authorities, civil society players, NGOs and any other service and project involved in the social and environmental safeguards, cultural promotion and human rights issues.

The methodology is based on the following priorities:

- Literature review on the situation of Indigenous people living in areas affected by the Project;

- Analysis of the project's technical documents and other documents concerning the strategic requirements of the World Bank in the implementation of social projects and environmental and social studies;
- Interviews and meetings with the local communities including indigenous peoples and the main institutional actors involved in the project;

In addition, all the provisions relating to legal and institutional framework for coordination and evaluation of the Rights of indigenous people in particular, adopted or ratified at national regional and / international level by the Republic of Gabon have been reviewed. These include:

- The Constitution of the Gabonese Republic as amended by Law No. 47/2010 of 12 January 2011;
- The act of the National Conference;
- Obligations of Gabon for its biodiversity;
- The land conservation and mortgages;

Overall, this review identified the commitments made by the Gabonese government on human rights and fundamental freedoms of citizens.

This participatory approach benefitted the study because it integrates the opinions and arguments of various stakeholders, including local authorities, indigenous but also civil society.

In total, the group interviews took place in the following villages around the project areas: Mbigou, Iguéla, Sétte cama, Malinga.

The interviews with these different categories of players show project meets their full support. This can be justified by the fact that after having explained the purpose of the wetlands project, they understood how the project can benefit them, especially through the income generating activities that will be financed by the project.

However, they indicated the need to access to:

- basic social services such as water, electricity, structures of health;
- birth certificates especially for the children who go to the school without birth certificate and cannot consequently take part in the various examinations (entered in 6th);
- income generating activities that will be financed by the project.

These concerns will be covered by the project.

## **II. Potential negative Impacts and mitigation measures of project**

Potential negative impacts could include, for instance:

- the restriction of available natural resources;
- the regulation of activities conducted by local communities including hunting, fishing, gathering, agriculture, raising livestock, sale firewood etc.;
- the risk of restriction of access of communities settled in villages adjacent to project areas;
- the risk of conflicts between the different actors due to limited funding available under the project for income generating activities
- the non-registration of newly-born children;

- the parental illiteracy.

Mitigation measures include:

- establishing flexible and accommodating criteria for taking into account the requirements of local communities;
- encouraging establishment of community organizations (cooperatives, associations);
- educating and informing parents about the advantages of having a birth certificate;
- facilitating access to registration;
- subsidizing the issuance of national identity cards;
- facilitating access to literacy centers;
- Establishing a manual for the implementation of income generating activities in a participatory manner to ensure that funds are allocated based on criteria established with the communities to avoid potential conflicts at the local level.

The responsibility for the monitoring and implementation of these measures will be split between the different stakeholders: Directorate for Environment and Nature Protection, National Agency of National Parks, local and regional authorities.

Furthermore, a capacity building program has been proposed to ensure effective involvement of all stakeholders. The following summary table shows the distribution of the budget allocated:

<b>Budget headings</b>	<b>Activities</b>	<b>Amount in FCFA</b>
Capacity building 1 (registration)	- Educating and informing parents about the advantages of having a birth certificate - Supporting registration of children - Subsidizing the issuance of national identity cards	75.000.000 FCFA
Capacity building 2 (parental literacy)	- Opening of literacy and education centers - Providing support for literacy activities	30.000.000 FCFA
Capacity building 3 (development of income generating activities)	- Encouraging establishment of community organizations - Establishing flexible and accommodating criteria for taking into account the requirements of local communities	12.000.000 FCFA
Total		117.000.000 FCFA

## 1. INTRODUCTION

### 1.1 Contexte

Le Gabon est partie à la convention Ramsar sur les Zones Humides d'Importance Internationale (ZHII) depuis 1987. Le pays a inscrit en trois vagues, neuf (09) sites sur la liste des ZHII représentant une grande diversité d'écosystèmes aquatiques (Mangroves, savanes côtières, chutes et rapides, lagunes, rivières, fleuves, lacs alluviaux) sur près de 2 818 469 ha. Ces sites Ramsar du Gabon ont des statuts de protection divers, certains sont classés en parcs nationaux (Akanda, Pongara, une partie du site de Birougou, le site des chutes et rapides sur l'Ivindo est en partie dans le parc national d'Ivindo), d'autres sont classés selon d'autres statuts nationaux (réserve de faune, domaine de chasse, réserve présidentielle) dont certains recouvrent en partie des parcs nationaux (Petit Loango et Setté-Cama), deux sites n'ont aucun statut de protection national (Bas-Ogooué et Rapides de Mboundou Badouma et de Doumé).

Le Gouvernement du Gabon a sollicité le Fonds pour l'Environnement Mondial à travers la Banque mondiale pour la préparation d'un projet sur les zones humides d'importance internationale.

Le FEM et la Banque mondiale ont validé une note de concept pour un projet d'appui à la gestion durable des écosystèmes des zones humides critiques, ainsi qu'un montant prévisionnel prenant en compte la totalité des fonds de l'allocation STAR 5 (6,3 millions US\$), complétés par des fonds GEF pour la Gestion Durable des Forêts (2 millions) ainsi que par une contribution d'un fonds spécial GEF pour la mise en œuvre du protocole de Nagoya.

**1.2 L'objectif de développement du projet** est d'améliorer la protection de la biodiversité dans les zones humides forestières sélectionnées sur la liste des sites Ramsar, à travers la création de connaissance et la mise en place des mesures de conservation pour une gestion durable de ces écosystèmes.

Le projet comporte cinq (05) composantes que sont : (i) Amélioration de la connaissance et de la surveillance des écosystèmes des zones humides du Gabon ; (ii) Appui à la gestion durable des écosystèmes des zones humides critiques sélectionnés ; (iii) Mise en œuvre du Protocole de Nagoya ; (iv) Renforcement du cadre institutionnel afin d'appuyer la gestion des zones humides ; (v) Gestion de projet, Suivi-Evaluation.

L'Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN), compte tenu de son expérience et de sa présence opérationnelle sur le terrain, sera responsable de l'exécution des composantes 1 et 2. Le projet financera un consultant international de recherche qui sera basé à l'ANPN et coordonnera les études financées par le projet. Il appuiera la définition d'un schéma directeur de recherche sur les zones humides, l'élaboration des termes de référence des études, le suivi de leur réalisation et de la mise en œuvre de leurs résultats.

La DGE, en tant que structure d'appartenance des points focaux du Protocole de Nagoya et Ramsar, sera responsable de l'exécution des composantes 3 et 4, ainsi que de la composante 5 pour la coordination.

## 2. JUSTIFICATION DU CADRE DE PLANIFICATION EN FAVEUR DES POPULAIONS LOCALES SENSIBLES

Les sites retenus, pour la mise en œuvre du projet Zones Humides au Gabon, abritent

sans nul doute des populations et des groupes locaux sensibles telles que les 'Pygmées'. Seulement, contrairement à certains pays de la sous-région d'Afrique Centrale notamment Cameroun dont la Constitution reconnaît l'existence des minorités ou la RDC et la RCA où l'on note la différence entre les Peuples Pygmées et les autres Communautés, au Gabon, il n'existe pas de Peuples ou Populations Autochtones.

Il est ici important de clarifier cette notion de **« peuples autochtones »** qui soulève encore beaucoup de controverses. En fait, nulle part dans la Constitution gabonaise, il est fait état d'une distinction formelle entre ces peuples dits « autochtones » et les autres groupes constituant la population du pays dans l'énonciation des droits reconnus aux citoyens.

Il est aussi important de noter que du point de vue historique, lorsqu'on considère l'évolution de la situation des pays africains, la notion de « peuples autochtones » désignait pendant la colonisation, toute personne originaire d'un territoire colonisé. Dans cette optique, tous les gabonais de cette époque étaient des « autochtones ». Au lendemain des indépendances jusqu'au début des années 70, le terme « autochtone » devenait péjoratif et semblait désigner les Africains non civilisés, par rapport à ceux qui avaient déjà adopté le mode de vie moderne, calqué sur le mode de vie occidental. Être « autochtone », assimilé à être « indigène », signifiait, à cette époque, être arriéré, rétrograde, en retard et en marge de l'évolution du monde moderne<sup>1</sup>. Cela explique pourquoi certaines communautés rebutent à être appelées « autochtones » ou « indigènes ».

Aucune disposition de la Constitution ne consacre une différenciation entre les communautés qui composent la population gabonaise. Les connaissances traditionnelles sont quasi similaires ; l'originalité de chaque communauté réside essentiellement dans leurs pratiques culturelles et culturelles, dont le patrimoine est reconnu par la constitution. Tous les groupes sociolinguistiques qui composent la population gabonaise ont les mêmes obligations et devoirs, et sont tous égaux devant la loi. La symbiose communautaire et l'intégration socioculturelle s'illustrent à travers les mariages entre les communautés Bantou et les communautés Pygmées. En somme, la notion de Populations Autochtones ne s'applique pas au Gabon ; on parle plutôt de populations Locales. Ces populations locales peuvent contenir des groupes sensibles ou vulnérables (pygmées, apindji, tsogo, etc...) à certaines politiques ou projets de développement, eu égard à certains facteurs comme l'impact de ces politiques sur leur mode de vie, sur l'évolution de leur population, sur leur santé ou sur l'ampleur de leur intégration dans ce processus de développement.

Considérant le fait selon lequel la sauvegarde pourrait être élargie aux populations Locales sensibles ou vulnérables, nous faisons observer que les objectifs, les indicateurs et la nature des interventions du projet n'engendreraient pas des implications significatives sur ces populations Locales sensibles. Car, il ne comprend globalement que des activités de création de données, de renforcement politique, juridique et institutionnel. A priori, il n'est donc pas indispensable de déclencher la sauvegarde.

Cependant, pour des mesures de précaution et de réduction des facteurs bloquant, il est possible de prendre en compte la sauvegarde 4.10. A cet effet, la PO 4.10 de la Banque mondiale est déclenchée. Dans le cadre de la préparation du document

---

<sup>1</sup> FRITZ (Jean-Claude) ; Introduction générale au livre sur La Nouvelle question indigène. Peuples autochtones et ordre mondial, Paris, L'Harmattan, 2005, pp. 11-22.

d'évaluation du projet et tel que stipulé par la PO 4.10 de la Banque Mondiale, le Gouvernement du Gabon doit préparer un Cadre de Planification en faveur des Populations locales sensibles.

### 3. OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'ETUDE

#### 3.1. Objectif de l'étude

L'objectif de ce Cadre de Planification en faveur des Populations locales sensibles (CPPLS<sup>2</sup>) est de permettre, tel que le prévoit la PO 4.10 une « consultation des communautés de populations autochtones affectées, libre et fondée sur la communication des informations requises, et notamment au stade de la préparation du projet, afin de prendre pleinement connaissance de leurs points de vues et de s'assurer qu'elles adhèrent massivement au projet ».

Cette politique de sauvegarde de la banque mondiale relative aux populations autochtones (OP 4.10) vise, appliquée au cadre de notre étude, à éviter les répercussions négatives du projet sur les Populations et groupes locaux sensibles se situant dans la zone du projet et à leur apporter des bénéfices adaptés à leur culture. Cette politique reconnaît les différentes circonstances qui les exposent à différents types de risques et de répercussions du fait des projets de développement. En tant que groupes sociaux dont les caractéristiques identitaires diffèrent souvent des autres groupes de la société nationale, ces populations locales sensibles appartiennent souvent aux groupes sociaux les plus marginalisés et vulnérables de la population globale.

Il en résulte souvent que leurs statuts économique, social et juridique limitent leurs capacités à faire valoir leurs droits sur les terres, territoires et autres ressources productives, ou leur aptitude à participer au développement et à en recueillir les fruits. Le CPPLS fournira à cet effet :

- des informations sur la localisation des Populations locales sensibles dans les trois (03) sites ramsar retenus pour la mise en œuvre du projet Zones Humides au Gabon ;
- des informations permettant de « juger des répercussions positives et négatives du projet sur les Populations locales sensibles ». Il permettra ainsi de minimiser l'impact du projet sur le plan économique et socioculturel des populations locales sensibles.

Le CPPLS fera une « analyse, des alternatives au projet susceptibles d'avoir des répercussions importantes. Le type, la portée et le niveau de détail de l'analyse conduite dans le cadre de cette évaluation sociale seront fonction de la nature et de l'ampleur des répercussions positives ou négatives du projet proposé sur les Populations locales sensibles ».

La préparation d'un Cadre de Planification en faveur des Populations locales sensibles (CPPLS) a pour intérêt de guider le projet dans la minimisation de l'impact d'une restriction à l'accès des ressources naturelles sur le plan économique et socioculturel pour ces populations.

---

<sup>2</sup> Le CPPA est le terme consacré par la Banque pour Cadre de Planification des Peuples Autochtone. Dans le cadre de la présente étude, bien que nous ayons rappelé que le terme « Peuples autochtones » ne s'applique pas au Gabon, nous gardons cet acronyme CPPA pour référer qu'il s'agit bien de viser la politique de sauvegarde PO 4.10, bien que notre étude se soit adressée aux « populations locales sensibles »

L'objectif principal de ce CPPLS consiste à créer un cadre pour guider le Projet Zones Humides au Gabon dans la prise en compte de la dignité, des droits de la personne, de l'économie et de la culture des Populations locales sensibles et de s'assurer en même temps que ces populations en retirent des avantages socio-économiques, culturellement adaptés.

Le rapport fournira un cadre sur la manière dont ces objectifs peuvent être atteints et il doit prévoir des mesures destinées:

- à éviter les incidences susceptibles d'être préjudiciables aux Populations locales sensibles concernées; ou
- au cas où cela ne serait pas possible, à atténuer, minimiser ou compenser de telles incidences.

La Banque mondiale n'accepte le financement d'un projet que lorsque ce projet obtient un large soutien de la part des population locales à l'issue d'un processus préalable de consultation libre et informée (CLIP).

### **3.3 Méthodologie de l'étude**

La méthodologie utilisée pour cette étude est fondée sur une approche participative, en concertation avec l'ensemble des acteurs et partenaires concernés par les activités du Projet Zones Humides au Gabon tels que les ministères, organismes et projets impliqués, les autorités locales, les Populations locales sensibles, mais également la société civile ou les ONG et tous autres services et projets impliqués dans les questions d'impact social et environnemental, de la promotion culturelle et des droits humains.

La méthodologie utilisée s'articule autour des axes d'intervention suivants :

- revue documentaire sur la situation des Populations locales sensibles dans les zones du Projet ;
- analyse des documents techniques du projet et d'autres documents stratégiques concernant les exigences de la Banque mondiale dans la réalisation des projets sociaux et d'études environnementales et sociales ;
- entretiens et rencontres avec les acteurs institutionnels principalement concernés par le projet ;
- Focus group avec les Populations locales sensibles des sites ramsar concernés par le projet Zones Humides du Gabon.

## **4. INFORMATIONS DE BASE SUR LES POPULATIONS LOCALES SENSIBLES EN REPUBLIQUE GABONAISE**

Les Pygmées sont des membres d'une tribu vivant de chasse et de cueillette dans les forêts équatoriales africaines. Caractérisés par leur petite taille, moins de 1,50 mètre en moyenne, les Pygmées du Gabon ont leurs homologues au Cameroun, en République Centrafricaine, au Congo Brazzaville et en Guinée Equatoriale. Mais le groupe le mieux suivi est celui des Mbuti de la forêt d'Ituri, en République Démocratique du Congo (RDC).

Environ 7,000 - 15,000 «pygmées» vivent aujourd'hui dans la forêt gabonaise (Lee & Hitchcock 2001: 260; voir table 1), mais ces données sont tout sauf précises. « Les groupes pygmées du Gabon sont particulièrement mal connus et la littérature à leur endroit est assez rare, en dépit du fait que ce furent les tout premiers Pygmées découverts par les Européens, au XIX siècle » (Bahuchet 1993b: 76).

L'utilisation du mot «pygmée» pour désigner la communauté autochtone est d'ailleurs aujourd'hui contestée par l'anthropologie qui y attribue une connotation péjorative.

De fait, depuis les années 80, nous assistons à une évolution de la notion de **« peuples autochtones »** avec les organisations de peuples autochtones, en Amérique et en Australie. Cette évolution du terme a amené les Nations Unies à considérer comme **« peuples autochtones »**, des communautés *« liées par une continuité historique avec les sociétés antérieures à l'invasion et avec les sociétés précoloniales qui se sont développées sur leurs territoires, se jugent distinctes des autres éléments des sociétés qui dominent à présent sur leurs territoires ou parties de ces territoires et sont déterminées à conserver, développer et transmettre aux générations futures leurs territoires ancestraux et leur identité ethnique qui constituent la base de la continuité de leur existence en tant que peuple, conformément à leurs propres modèles culturels, à leurs institutions sociales et à leurs systèmes juridiques »*<sup>3</sup> et qui se sentent, à la fois, vulnérables et marginalisées de la vie politique, sociale, économique et culturelle de leur pays.

Cette nouvelle conception du terme repose essentiellement sur trois caractéristiques, et notamment le fait d'être engagé dans une lutte pour la préservation d'une culture et d'un mode de vie marginalisé, être descendant d'un groupe qui a habité une terre déterminée et culturellement importante, depuis un temps immémorial avant que celle-ci soit occupée, envahie, colonisée, ou avant l'établissement des frontières des États et souffrir des discriminations dues à la volonté de préserver un mode de vie jugé rétrograde et en décalage avec la modernité occidentale.

Aussi, dans le cadre de cette étude, le terme « Peuples autochtones » méritait - il d'être clarifié pour s'inscrire dans l'optique de la définition proposée par le Groupe de travail des experts de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples sur les populations et communautés autochtones qui est plus ou moins opératoire dans le contexte africain, même si elle-même s'inspire largement de celle développée à l'échelle internationale, sans tout de même se confondre à elle<sup>4</sup>.

Comme le souligne le Groupe des experts, une *« stricte définition de peuples autochtones n'est ni nécessaire ni souhaitable. Il est beaucoup plus pertinent et constructif d'essayer de relever les principales caractéristiques qui peuvent aider à identifier qui sont les peuples et les communautés autochtones en Afrique (...). Les caractéristiques globales des groupes s'identifiant comme peuples autochtones sont que leurs cultures et leurs modes de vie diffèrent considérablement de ceux de la société dominante et que leurs cultures sont menacées, au point de l'extinction dans certains cas. Une caractéristique clé pour la plupart d'entre eux est que la survie de leurs modes de vie particuliers dépend de la reconnaissance de leurs droits d'accès à leurs terres et à leurs ressources naturelles traditionnelles. Ils souffrent de la*

---

<sup>3</sup> BARUME KWOKWO (Albert) ; Etude sur le cadre légal pour la protection des droits des peuples indigènes et tribaux au Cameroun, Genève, OIT, 2005, pp. 20-30, KOUEVI AYITEGAN (G.) ; « La problématique autochtone en Afrique », in Alternatives Sud, volume VII, 2, 2000, pp. 175-188 et MEDARD (Claire) ; « Il existe un droit ancestral à la terre des communautés dites « autochtones » », in COURADE (Georges)(dir.) ; L'Afrique des idées reçues, Paris, Belin, 2006, pp. 166-172.

<sup>4</sup> THORNBERRY (Patrick); "Indigenous Peoples in International Law", in BARNARD (Alan) and KENRICK (Justin); idem.

*discrimination dans la mesure où ils sont considérés comme étant moins développés et moins avancés que les autres groupes plus dominants de la société »<sup>5</sup>.*

Somme toute, c'est dans cette perspective que s'inscrit la définition proposée actuellement par la Politique Opérationnelle 4.10 de la Banque Mondiale. Cette définition précise que les communautés autochtones sont des groupes sociaux qui possèdent une identité culturelle et sociale distincte de celle des groupes dominants dans la société et qui les rend vulnérables dans le processus de développement. Elles ont un statut économique et social qui limite leurs capacités à défendre leurs intérêts et leurs droits relatifs aux terres et à d'autres ressources productives, ou qui restreint leur capacité à participer au développement et en bénéficier. Elles se caractérisent par un fort attachement aux territoires de leurs ancêtres et aux ressources naturelles de ces lieux, la présence d'institutions sociales et politiques coutumières, des systèmes économiques essentiellement orientés vers la production de subsistance, une langue autochtone souvent différente de la langue prédominante et une auto-identification et une reconnaissance par les pairs comme appartenant à un groupe culturel distinct.

Il ressort de la politique de la Banque Mondiale, compte tenu de la variété et de la mouvance des cadres de vie des Communautés autochtones ainsi que de l'absence de définition universellement acceptée du terme «Communautés autochtones», qu'il ne faut pas chercher à définir ce terme.

Les Communautés autochtones sont désignées en fonction de leurs différents pays sous différents vocables tels que «minorités ethniques autochtones», «aborigènes», «tribus des montagnes», «minorités nationales», «tribus ayant droit à certains privilèges» ou «groupes tribaux».

Aussi, l'expression Populations et/ou groupes locaux sensibles est -t- elle employée, au sens de notre étude, pour désigner un groupe socioculturel vulnérable, distinct, présentant, à divers degrés, les caractéristiques suivantes:

- les membres du groupe s'identifient comme appartenant à un groupe culturel autochtone distinct, et cette identité est reconnue par d'autres;
- les membres du groupe sont collectivement attachés à des habitats ou à des territoires ancestraux géographiquement délimités et situés dans la zone du projet, ainsi qu'aux ressources naturelles de ces habitats et territoires;
- les institutions culturelles, économiques, sociales ou politiques traditionnelles du groupe sont différentes par rapport à celles de la société et de la culture dominantes; et

TOUS les groupes ethniques, toutes les communautés culturelles du Gabon répondent, à des degrés divers, à ces caractéristiques. La particularité qui pourrait éventuellement concentrer l'étude sur les seuls pygmées réside dans leur faible niveau d'intégration COLLECTIVE au mode de vie « occidentalisé » du pays. C'est ce

---

<sup>5</sup> CADHP et IWGIA ; Rapport du Groupe de travail d'experts de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples sur les Populations-Communautés Autochtones, adopté par la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples lors de sa 28<sup>ème</sup> session ordinaire, Banjul, 2005, pp. 99 et suivantes.

faible niveau collectif qui peut en faire une population sensible et vulnérable au projet.

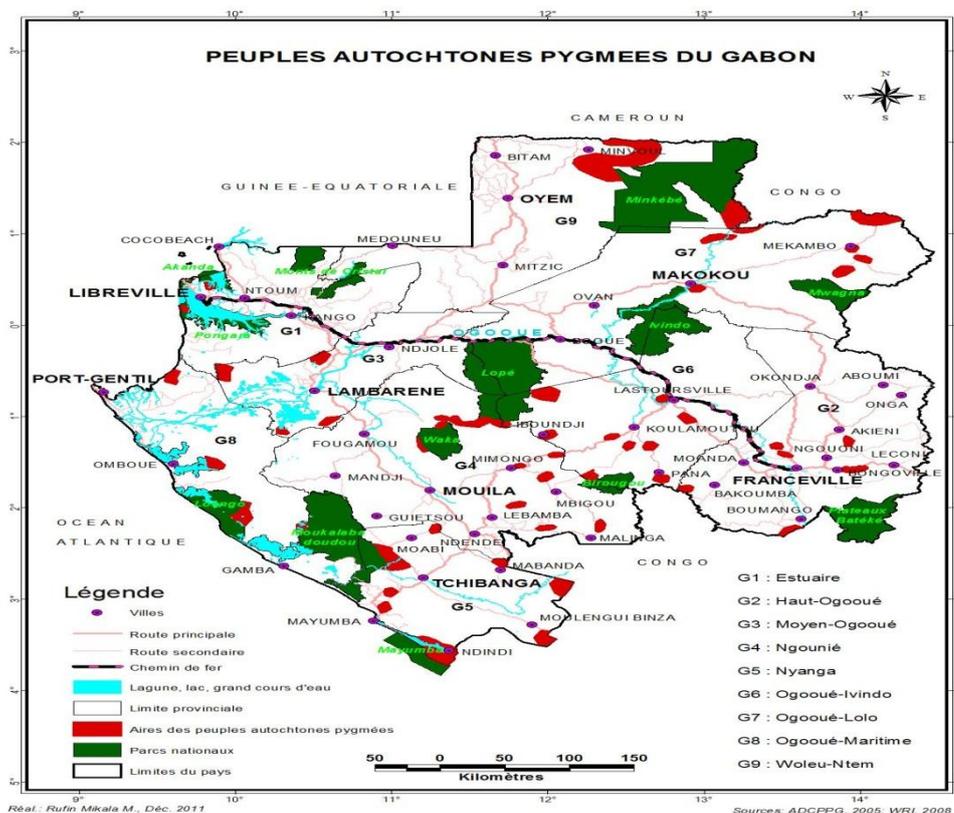
#### 4.1. Localisation et aperçu global sur l'organisation socioculturelle des populations Pygmées au Gabon

Les Pygmées sont des membres d'une tribu vivant de chasse et de cueillette dans les forêts équatoriales africaines. Caractérisés par leur petite taille, moins de 1,50 mètre en moyenne, les Pygmées du Gabon ont leurs homologues au Cameroun, en République Centrafricaine, au Congo Brazzaville et en Guinée Equatoriale. Mais le groupe le mieux suivi est celui des Mbuti de la forêt d'Ituri, en République Démocratique du Congo (RDC).

Environ 7,000 - 15,000 «pygmées» vivent aujourd'hui dans la forêt gabonaise (Lee & Hitchcock 2001: 260; voir table 1), mais ces données sont tout sauf précises. « Les groupes pygmées du Gabon sont particulièrement mal connus et la littérature à leur endroit est assez rare, en dépit du fait que ce furent les tout premiers Pygmées découverts par les Européens, au XIX siècle » (Bahuchet 1993b: 76).

Les pygmées du Gabon, représentent un ensemble de groupes ethnolinguistiques comprenant les parlers suivants : *Akoula, Akowa, Baka, Bakoya, Babongo, et Bakouyi*. Considérés comme les premiers peuples du Gabon et originaires de la forêt, ils connaissent mieux la faune et la flore. La carte qui suit présente les aires de localisation des P.A. au Gabon.

Carte n° 1 : Localisation des Populations locales sensibles sur le territoire gabonais



Le tableau qui suit donne liste de la répartition des PA sur le territoire national.

**Tableau n°1 : Les groupes pygmées du Gabon**

PA	Province	Lieux	Voisin et relation	Démographie	Source
Akowa	Estuaire	Point Denis	Myéné-Mpongwé Villages mélangés	5	PDPA 2002
<b>Sous total</b>	<b>Estuaire</b>			<b>5</b>	
Baka	Woleu-Ntem	Minvoul	Fang	364	WWF 2001
		Minkébé	Fang, Bakota	3	Joiris et Bahuchet 1994
Baka	Woleu-Ntem	Village de réinstallation Ete	Bakwele Réinstallation après Ebola	50	Knight 2003
Baka	Woleu-Ntem		Ngutu	Bakota Villages mélangés	?
<b>Sous total</b>	<b>Woleu-Ntem</b>			<b>417</b>	
Baka	Ogooué- Ivindo	Fleuve Ivindo nord de Makoukou	Bakota, Bakwélé	30	WWF 2002
Baka	Ogooué- Ivindo	Makoukou	Bakota, Bakwélé	80	WWF 2002
Bakoya	Ogooué- Ivindo	Dep. Zadié Mekambo	Boungom, Bakota, Mahongoué Bakwélé Maître et serviteur	2068	PDPA 2002
Baka	Ogooué- Ivindo	Belinga	Bakota, Bawélé Maître et serviteur	180	PDPA 2002
Baka	Ogooué- Ivindo	Makoukou	Bakota, Bakwélé ouvriers	100	Knight 2003
Babongo	Ogooué- Ivindo	Misangalani (PN Lopé)	Simba, Masango	28	Knight 2003
<b>Sous total</b>	<b>Ogooué- Ivindo</b>			<b>2486</b>	
Babongo	Haut Ogooué	Akieni	Téké, Obamba Villages indépendants	500	Knight 2003
Babongo	Haut Ogooué	Okondja, Otala	Bawumbu	300	PDPA 2002
Babongo	Haut Ogooué	Mvengué	Bawumbu	325	PDPA 2002
Babongo	Haut Ogooué	Boumango (Concession SIAB)	Bawumbu, Bakaningi	150	Knight 2003
<b>Sous total</b>				<b>1275</b>	
Babongo	Ogooué Lolo	Lastourville	Akélé, Banzébi	250	Knight 2003
Bakouyi	Ogooué Lolo	Lastourville	Akélé, Banzébi	50	Knight 2003
Babongo	Ogooué Lolo	Pana	Banzébi	150	Knight 2003
Babongo	Ogooué Lolo	Route Koulamoutou à Mimongo SE Lopé		80	PDPA 2002
Babongo	Ogooué Lolo	Mt. Iboundji	Massango	85	Knight 2003
<b>Sous total</b>	<b>Ogooué Lolo</b>			<b>615</b>	
Babongo	Moyen Ogooué	Ikoy (PN Lope)	Mitsogho	?	Knight 2003
Babongo	Moyen Ogooué	Lambaréné	Fang Myéné- Galoa L'intermariage	?	Knight 2003

PA	Province	Lieux	Voisin et relation	Démographie	Source
Babongo	Moyen Ogooué	Ndjolé & Lac Tsibine		160	PDPA 2002
<b>Sous total</b>	<b>Moyen Ogooué</b>			<b>160</b>	
Babongo	Ngounié	Eteké (PN Lope)	Mitsogho, Masango, Simba	2	Knight 2003
Babongo	Ngounié	Ikobé	Mitsogho	520	PDPA 2002
Babongo	Ngounié	Mouilla		80	PDPA 2002
Babongo	Ngounié	Mimongo	Massango et Mitsogho	480	PDPA 2002
Babongo	Ngounié	Mbigou	Banzebi & Massongo	240	PDPA 2002
Babongo	Ngounié	Lebamba	Banzebi	100	Knight 2003
<b>Sous total</b>	<b>Ngounié</b>			<b>1422</b>	
Barimba	Nyanga	Ndendé	Bapunu Banzebi	160	PDPA 2002
Barimba	Nyanga	Moabi	Bapunu	160	PDPA 2002
Bagama	Nyanga	Mayumba, Mambi	Balumbu, Bapunu, Bavili	80	PDPA 2002
Bagama	Nyanga	Loubomo et Panga	Balumbu, Bapunu	100	Knight 2003
<b>Sous total</b>	<b>Nyanga</b>			<b>500</b>	
Barimba	Ogooué-Maritime	Bongo	Baloumbu, Bavarama, Bapunu Eshira	160	PDPA 2002
<b>Sous total</b>	<b>Ogooué-Maritime</b>			<b>160</b>	
<b>Total</b>	<b>Gabon</b>			<b>7040</b>	

Source : Dr. Kai Schmidt-Soltau

Sur cette base, il importe de faire une brève présentation de ces différents groupes identifiés.

#### • Les Babongo

Les Babongo représentent le groupe «pygmées» du Gabon qui occupe le plus grand espace sur le territoire national. Ils étaient les premiers «pygmées» d'Afrique centrale mentionnés dans la littérature européenne, vers 1830, par Paul DuChaillu. Dans le Haut-Ogooué, province du Sud-ouest, on leur a attribué le nom Obongo; un groupe constitué de près de 1.000 individus adultes et enfants tous confondus.

Dans l'Ogooué-Lolo, au centre du pays, on peut les localiser dans les environs de lboundji, Lastourville et sur la route reliant l'Ogooué-Lolo à la Ngounié. Dans ces régions, leur effectif dépasse le chiffre de 3000 individus. Dans la Ngounié, province qui s'étend du Centre au Sud du Gabon, ils sont concentrés vers Mimongo, Ikobey et vers Mbigou-Lébamba et où on peut les estimer à 3000 individus. Une autre partie de cette population se trouve dans la province de la Nyanga, vers le village Penyoundou, situé sur la route Ndendé-Tchibanga; là ils sont autour de 150 personnes y compris les enfants.

C'est l'un des groupes pygmées du Gabon sur lequel il n'existe pas encore assez de recherches scientifiques en dehors de celles actuellement menées par Guy-Max Moussavou et Judith Knight.

Du point de vue sociolinguistique, les Babongo parlent une langue non encore classée par les linguistes. Toutefois, leur langue s'apparente aux langues bantu du groupe: Tsogho, pové, simba, etc. Ils ont conservé un mode de vie traditionnelle fondé sur la chasse, la collecte et la pêche comme activités principales, tout en associant les pratiques adoptées d'un mode de vie de leurs voisins. C'est cette

adoption du mode de vie des Bantu qui explique l'existence des plantations et la présence du petit bétail dans les villages de certaines régions.

La pratique de la chasse se fait en utilisant la lance ou la sagaie, les pièges et les chiens pour ce qui est de la chasse en groupe restreint. En ce qui concerne leur vie quotidienne, elle se déroule sur deux sites: le village d'une part et le campement de l'autre. Dans leurs campements, les habitations sont des huttes construites de manière sphérique ou quadrangulaires, et faites à partir de matériaux végétaux: écorces d'arbres, paille, feuilles de marantacée, etc. à noter que ces campements ne sont utilisés que pendant les activités en forêt comme par exemple lors des initiations, pour la chasse ou et la pêche en groupe.

Traditionnellement, comme d'ailleurs chez tous les pygmées, le campement constitue l'unité sociale de base mais en même temps la structure sociale de référence.

Leur famille dans les villages et les campements consiste en un ensemble de sous-familles avec plusieurs pères et plusieurs mères à leur tête à l'intérieur desquelles existe une hiérarchie avec une répartition des rôles bien précise. C'est comme ailleurs aussi le clan qui représente la structure élémentaire de base chez les Babongo.

Enfin, pour ce qui est des croyances et rites, les Babongo, à l'image des pygmées d'Afrique centrale, passent pour les plus grands ou forts *Ganga* (tradipraticiens ou guérisseurs) et ils ont en même temps la réputation d'être les maîtres du *Bwiti*, la principale religion traditionnelle du Gabon. Les deux rites traditionnels pratiqués à travers la danse s'appellent le « Modimo » et le « Moghissi ».

- **Les Bakoya**

Les Bakoya, localisés dans la province de l'Ogooué-Ivindo, se répartissent dans le District de Mékambo entre les Cantons de Loué et Djoua, un démembrement administratif du département de la Zadié (Nord-Est du Gabon). Ils constituent le groupe des peuples autochtones le plus présent dans les villages des Bantu. Du point de vue occupation de l'espace, ils sont sur trois sites: l'axe Mékambo Mazingo au Nord-Est de la province ainsi que celui de Mékambo-Ekata au Sud-Est de la province. Une autre partie de leur population peut être située en allant vers Makokou, se partageant le même espace avec les Baka. Ils sont les seuls qui ont affirmé avoir actuellement des maîtres parmi les voisins Bantu.

Du point de vue sociolinguistique, les Bakoya parlent une langue qui s'apparente à la langue Bungom. Comme les autres C.A. ils ont réussi à sauvegarder un mode de vie traditionnelle fondé sur les activités principales de la chasse, la collecte et la pêche qu'ils ont pu de manière harmonieuse adapter à la vie moderne. De même, leur vie quotidienne, leur structure sociale de référence, leurs croyances et rites, sont identiques à ceux des autres CL du Gabon.

En somme, sur le plan démographique, les Bakoya constituent le groupe «pygmée» le moins dispersé dans la forêt et par conséquent le plus facile à dénombrer. Leur effectif moyen est de 200 individus par village; occupant plus de 10 villages, leur nombre peut être estimé à plus de 2000 individus.

- **Les Baka**

A l'instar des Bakoya, les pygmées baka seraient partis de la Centrafrique en passant par le Cameroun pour aboutir à Minvoul (province du Woleuntem). Les Baka du Gabon sont donc à situer au Nord du pays, dans la province du Woleu-Ntem et au Nord de l'Ogooué-Ivindo et plus précisément à Minvoul aux environs du massif forestier de Minkébé ainsi qu'à Makokou. Les études menées jusqu'à nos jours les dénombrent

à 800 individus mais il y en a d'autres les chiffrant à 3000 individus. Du point de vue sociolinguistique, ils parlent une langue d'origine oubanguienne (actuelle RCA) tandis que le fang est la langue de communication avec leurs voisins.

Les recherches réalisées sur ce groupe les présentent comme un peuple vivant dans des campements représentant leur unité sociale de base et étant très attaché à la vie en forêt où ils vivent dans des huttes. Les regroupements de familles font en sorte qu'aujourd'hui cette unité sociale se trouve regroupée autour de plusieurs noyaux parentaux avec, à l'intérieur du campement Baka le clan comme structure élémentaire tout comme chez les autres groupes africains.

A l'instar des groupes Babongo et Bakoya, leur vie économique est organisée autour des activités de collecte et de chasse. Le principal instrument de chasse chez les Baka semble être la sagaie. Mais ils utilisent également les chiens lorsqu'il s'agit de la chasse aux petits gibiers qui n'est pratiquée que par un ou deux hommes. A présent, les cas ne sont pas rares où on peut rencontrer des plantations des tubercules de manioc et/ou de bananes à proximité d'un campement Baka. Ils ont, comme on peut aussi le remarquer chez les autres groupes pygmées, adopté l'agriculture comme une activité de subsistance.

Comme les groupes Babongo et Bakoya, les Baka du Gabon ont également la réputation d'être les plus grands Ganga du Woleu-Ntem. Il s'ensuit que nombre de personnes partent régulièrement de Libreville en direction de Minvoul pour des soins médicaux ou pour de consultations s'inscrivant dans le cadre de la divination.

- **Les Barimba**

Les Barimba se situent dans la Nyanga au Sud-Ouest du Gabon. La majorité d'entre eux est localisée vers Moabi mais on peut les rencontrer également vers Tchibanga. Leur population se situe entre 500 et 1.500 individus installés dans trois départements de la province de la Nyanga mais aussi dans les départements de Mougoutsi, Basse-Banio et dans la Douigny.

Historiquement, les Barimba, afin de pouvoir satisfaire leur besoin d'eau nécessaire au bain, la cuisine, la pêche, la lessive etc., avaient l'habitude d'installer leurs villages en zone montagneuse ou encore en zone plane, et notamment en savane, près des cours d'eau et entre des sources. Cependant, l'absence de récipients propres au transport de l'eau a favorisé un plus grand rapprochement de leurs villages vers les points d'eau et les rivières. Les récipients utilisés autrefois pouvaient être des feuilles de marantacée assemblées en petits paquets, ou des Calebasses, ou encore des pots en argile cuite. Il reste bien sûr que le lien à l'eau est resté essentiel chez les Barimba.

Contrairement à leurs voisins Punu, les formes architecturales chez les Barimba sont de deux types : d'une part l'architecture traditionnelle conçue exclusivement par des femmes se découvrent à travers la construction des cases obéissant à une disposition circulaire et, d'autre part, une architecture semi-traditionnelle fondée sur le style ancien de leurs voisins, se distinguent par leur construction en lignes droites. Une cour commune tient lieu d'espace de socialisation pour les deux formes de construction. Entre ces deux types de construction, la hutte en forme sphérique est encore très fréquente chez les Barimba étant donné qu'elle est très adaptée à leurs activités et à leur manière de vivre.

On peut toutefois remarquer un autre type d'installation des villages chez les Barimba qui consistent dans l'alignement des maisons au bord des routes. A l'intérieur de ces villages, il s'avère difficile de distinguer l'espace occupé par les Barimba de celui occupé par leurs voisins Bantu et, lorsqu'ils ne cohabitent pas, on ne peut pas

non plus distinguer les villages des uns de ceux des autres comme c'est le cas dans les villages Mabala, Kéri, Murumba et Mandilu.

- **Les Bagama**

Les Bagama dont le nombre s'élèverait également à entre 200 et 1.500 individus, sont installés dans la Nyanga et l'Ogooué-Maritime, et plus précisément vers Mayumba et Gamba au Sud-Ouest du Gabon. Dû au fait qu'ils n'ont pas pu être rencontrés et les observations sur eux étant très rares, nous ne disposons que de très peu d'éléments relatifs à ce groupe et son mode de vie.

L'observation et les témoignages des voisins bantus révèlent que ces Pygmées Bagama restent encore aujourd'hui très attachés à la vie en forêt. La langue qu'ils parlent n'a pas encore été étudiée ni classifiée par les linguistes. Pour communiquer avec les Bapunu, Lumbu et Vili, ils se servent de leurs langues. On affirme aussi qu'ils seraient des spécialistes de la chasse au gros gibier comme l'éléphant.

- **Les Akowa**

Des sources historiques révèlent la localisation du groupe Akowa pour la première fois dès 1861 par le Docteur Touchard dans la Revue Maritime Coloniale. On les avait localisés dans les provinces de l'Estuaire, de l'Ogooué Maritime et du Moyen-Ogooué. De nos jours, les Akowa sont effectivement difficiles à rencontrer du fait qu'ils ont intégrés les groupes de populations bantus et que d'autres vivent dans les régions forestières et marécageuses de l'Ogooué-Maritime.

On les estime à moins de 500 individus. Ils seraient présents à Libreville, confondus aux autres populations. Il y en aurait aussi dans la région de Kango à 100 Km de Libreville. Il existe ainsi peu d'éléments relatifs au mode de vie de ce groupe. Les informateurs bantus rapportent qu'ils auraient adopté la pêche comme activité principale de subsistance après avoir vécu longtemps sur la côte et en voisinage avec les pêcheurs. Et ceux parmi eux installés à Libreville n'auraient plus rien conservé de leur ancien mode de vie.

#### **4.2. Effectif et localisation des Populations locales sensibles dans les zones du projet**

Sur les quatre sites Ramsar identifiés dans le cadre du Projet Zones Humides, la localisation et l'identification des villages des Populations locales sensibles (pygmées entre autres) paraissent moins aisés. En effet, de nos jours le brassage et l'intégration des différentes ethnies (Bantus et Pygmées) sont réels. Le mode de vie des populations locales n'est plus celui des nomades, intégrés dans la vie moderne et devenus sédentaires.

**Tableau n° 2 : Quelques données obtenues sur le terrain sur les aspects socio-économiques des villages pygmées Babongo du PN Birougou**

Villages	Ethnies	Infrastructures	Activités subsistance	Population (RGPH 2003)	Nombre de Menage (Lépémangoye, 2007)	Province/Département	Observations
Mambanda	Babongo	Aucune	Chasse Agriculture Pêche Cueillette Elevage domestique Vente de fagots bois de chauffage	362	5	Ngounié/Boumi-Louétsi (Mbigou)	Ce village se trouve à 200-300 mètres de Kambamongo (regroupement), dont il est rattaché. Présence d'une école primaire et d'un dispensaire à Kambamongo
Maranda 1	Babongo et Nzébi	Electricité (Poubara) Une école primaire Un dispensaire Une pompe hydraulique villageoise	Chasse Agriculture Pêche Cueillette Elevage domestique	120	25	Ogooué-Lolo/Lombo-Bouenguidi (Pana)	Village mixte
Maranda 2	Babongo et Nzébi	Electricité (Poubara) Une école primaire Un dispensaire Une pompe hydraulique villageoise	Chasse Agriculture Pêche Cueillette Elevage domestique	84	12	Ogooué-Lolo/Lombo-Bouenguidi (Pana)	Village mixte
Moughomb o-Fouala	Babongo	Electricité (Poubara)	Chasse Agriculture Pêche Cueillette Elevage domestique	75	8	Ogooué-Lolo/Lombo-Bouenguidi (Pana)	Les enfants fréquentent l'école primaire de Maranda 2 qui est à 2-3 km ou est aussi implanté un dispensaire
Bouyeba	Babongo et Nzébi	Electricité (Poubara) Une école Un dispensaire Hydraulique villageoise					Village mixte

Source : Données de terrain

### 4.3 Caractéristiques socioculturelles des populations pygmées localisées dans la zone du projet

- **Types d'habitat**

Dans leur majorité, les pygmées n'ont plus des habitations traditionnelles faits de poteaux en bois, de lianes, de la paille, de bambous, de la terre battue, de branches de palmiers, de brindilles d'arbustes, etc. Les photos ci-après en témoignent



**Habitations en tôles**



**Habitation composées de tôles et de bois**

En plus des caractéristiques de l'habitat, il faut dire que l'habillement et la taille des pygmées, dans les villages identifiés se sont modernisés comme le montre la photo ci-dessus.

### 4.4 Rapports socioéconomiques entre les populations locales dans la zone du projet

Dans les zones où villages ayant fait l'objet de la présente étude, les rapports socio-économiques entre populations locales sembleraient réciproques, d'après les conservateurs ANPN, les chefs de villages :

- relations économiques à travers des produits de la cueillette et de la chasse,
- utilisation du savoir-faire thérapeutique des pygmées par les bantous,
- fréquentation scolaire dans une même école par les enfants,
- fréquentation des mêmes lieux de culte religieux (églises),
- intégration des populations locales sensibles (particulièrement pygmées) dans la main d'œuvre de construction ou d'entretien routiers etc.

Il reste que dans l'ensemble des villages pygmées, certains problèmes demeurent et qu'il appartiendrait à l'administration locale de les résoudre :

- distance entre les villages Pygmées et structures scolaires ;
- Impossibilité pour les parents de s'acquitter des frais d'écolage et de fournitures scolaires ;
- niveau d'instruction relativement faible des parents et enfants pygmée par rapport à leurs voisins :

#### 4.5 Synthèses des discussions des focus groups

Du fait que les populations pygmées situés dans les sites Ramsar concernés par le projet Zones Humides sont intégrés plus ou moins dans leur espace social, avec leurs voisins Bantus, la langue utilisée pour les entretiens est le français.

Les entretiens avec les acteurs sur les trois sites Ramsar retenus dans le cadre du projet ont eu lieu respectivement :

- à Bifoun et Lamberne (Bas ogoué), Mbigou (Birougou), Omboué et Iguéla (Sétté cama et Petit Loango), du Lundi 21 octobre au Samedi 26 Octobre 2013 et,
- à Sétté cama et Malinga du 09 au 11 décembre 2013 .

Il ressort des entretiens avec ces différentes catégories d'acteurs (sages, femmes, jeunes), que le Projet Zones humides rencontre une adhésion massive.

Cela peut se justifier par le fait qu'après avoir expliqué l'objectif du projet, les pygmées rencontrés ont compris combien cela peut les amener à être des bénéficiaires directe ou indirects.

Toutefois, ils ont exprimé leurs inquiétudes sur certaines réalités relatives à leurs conditions de vie et qui sont susceptibles de les marginaliser par rapport au futur potentiel du Gabon à créer des emplois supplémentaires, à augmenter la production de biens et services divers, et à développer un système de commerce compétitif avec le reste du monde.

En somme, ces inquiétudes concernent :

- L'accès aux services sociaux de base tels que l'eau, l'électricité, structures de santé ;
- l'établissement des actes de naissance surtout pour les enfants qui vont à l'école et ne peuvent pas par conséquent participer aux différents examens (entrée en 6<sup>ème</sup>) ;
- La prise en compte des populations pygmées dans les bénéficiaires des AGR et activités communautaires.

Les autorités provinciales comme le Préfet de Bifoun, Mbigou et de Malinga ont pour leur part souhaité que les populations locales sensibles puissent avoir de privilège de bénéficier des avantages du projet, entre autres les activités génératrices de revenus liées à l'agriculture, pêche, artisanat, élevage et l'écotourisme.

#### 5. CADRE INSTITUTIONNEL ET LEGAL DE COORDINATION ET D'EVALUATION DES DROITS DES POPULATIONS LOCALES SENSIBLES EN REPUBLIQUE GABONAISE

L'examen du cadre légal permet d'emblée d'affirmer qu'au Gabon les Populations locales encore sensibles aux projets de développement, particulièrement les populations pygmées (Babongo, Bakoya, Baka, Barimba, Bagama, Bakouyi, et Akowa) sont des citoyens égaux aux autres personnes nées au Gabon, et le gouvernement signale que la discrimination ne fait pas partie de la culture gabonaise, que la pluralité culturelle est un fait géopolitique et que les différences d'origine raciale ou ethnique ne peuvent, en aucun cas, prévaloir sur l'unicité de l'espèce humaine.

Tout cela amène à se référer à la constitution de la république gabonaise.

### 5.1. La constitution de la République Gabonaise modifiée par la Loi N° 47/2010 du 12 janvier 2011

De prime abord, dans le préambule de cette constitution, pour rendre les citoyens égaux quelle que soit leur diversité culturelle, il est clairement mentionné ce qui suit :

- ✓ « **Le Peuple gabonais**, conscient de sa Responsabilité devant Dieu et devant l'Histoire, animé de la volonté d'assurer son Indépendance et son Unité Nationale, d'organiser la vie commune d'après les principes de la Souveraineté Nationale, de la Démocratie pluraliste, de la Justice sociale et de la Légalité Républicaine (L. 14/2000 du 11 Octobre 2000) ;
- ✓ **Affirme** solennellement **son Attachement** aux Droits de l'Homme et aux Libertés Fondamentales tels qu'ils résultent de la **Déclaration** des Droits de l'Homme et du Citoyen **de 1789\*** et de la **Déclaration** Universelle des Droits de l'Homme de **1948**, consacrés par la **Charte Africaine** des Droits de l'Homme et des Peuples de **1981**, et par la **Charte Nationale** des Libertés de **1990** (L. 1/97 du 22 Avril 1997) ;
- ✓ **Proclame** solennellement **son Attachement** à ses Valeurs Sociales Profondes et Traditionnelles, à son Patrimoine Culturel, Matériel et Spirituel, au respect des Libertés, des Droits et des Devoirs du Citoyen. (L.47/2010 du 12 janvier 2011)

Ensuite, l'alinéa 2 de l'article premier de la Constitution affirme que « la liberté de conscience, de pensée, d'opinion, d'expression, de communication, la libre pratique de la religion sont garantis à tous, sous réserve du respect de l'ordre publique ».

L'article 7 précise que pour sa part « chaque citoyen a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. Nul ne peut être lésé dans son travail en raison de ses origines, de son sexe, de sa race, de ses opinions ».

### 5.2. L'acte de la Conférence Nationale

A ce niveau, l'on fait référence à certains articles de la loi n°2/90 du 26 juillet 1990 portant sur l'acte de la Conférence Nationale, et notamment les Articles 1<sup>er</sup>, 2 et 5 :

- ✓ **Article 1<sup>er</sup>**: Réaffirme solennellement que la République Gabonaise doit assurer effectivement les Droits et Libertés de l'Homme tels que définis en 1789 et confirmés par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1948, et par la Charte Africaine de Droits de l'Homme et des Peuples de 1981 ;
- ✓ **Article 2.** - Affirme solennellement que la République Gabonaise assure devant la Loi, l'égalité de tous les Citoyens, sans distinction de sexe, d'origine, de race, d'opinion ou de croyance ;
- ✓ **Article 5.** - Réaffirme :

#### 1- Les Droits Fondamentaux suivants :

- Droit à la vie et à la dignité ;
- Droit à la Propriété Privée ;
- Droit à un logement décent,

- Droit à la protection, en particulier, de la mère, de l'enfant et d'un revenu minimum aux indigents ;
- Droit à l'intégrité physique et morale, même en cas de garde à vue, de détention préventive ou de condamnation pénale ;
- Droit à l'assistance d'un interprète devant les juridictions répressives ;
- Droit à l'égalité d'accès aux emplois ;
- Droit des handicapés aux emplois ;
- Droit à la sécurité sociale et aux soins médicaux ;
- Droit d'égal accès aux médias de l'Etat ;
- Droit à un environnement naturel, sain et préservé ;
- Droit à l'éducation et à l'enseignement ;
- Droit à la conservation et à la protection du patrimoine culturel national ;

## **2- Les libertés fondamentales :**

- Liberté d'aller et venir à l'intérieur des frontières Territoriales et d'en sortir ;
- Liberté de pensée, d'opinion et de croyance ;
- Liberté d'association et de réunion ;
- Liberté de presse ;

### **5.3. Les engagements du Gabon pour sa biodiversité**

Dès 2002, le Gouvernement gabonais, conscient de l'importance économique et sociale du secteur forêt dans l'économie nationale, s'est engagé, avec le concours des partenaires internationaux, à initier une nouvelle approche de gestion rationnelle et durable des ressources forestières du pays. Dans cette logique, le gouvernement du Gabon a initié un Programme Sectoriel Forêt, Pêche et Environnement (PSFE) soutenu par plusieurs partenaires du Gabon dont la Banque africaine de développement (BAD), l'Agence française de développement (AFD), l'Union européenne, les Etats-Unis et la Banque mondiale.

Le Programme Sectoriel Forêt, Pêche et Environnement (PSFE) aide à orienter l'action du gouvernement vers deux directions : la gestion durable des ressources forestières et la transformation locale du bois afin de générer plus de valeur ajoutée. Le Gabon détient la deuxième plus vaste étendue forestière du Bassin du Congo, la deuxième forêt la plus vaste au monde après celle de l'Amazonie. En effet, le domaine forestier du Gabon couvre plus des trois-quarts du territoire national, s'étirant sur plus de 22 millions d'hectares. On y trouve plus de 400 espèces de bois, y compris l'Okoumé, une espèce très prisée, mais aussi 150 espèces de mammifères et 650 espèces d'oiseaux.

En outre, le secteur forestier, deuxième source d'emplois formels après le secteur public, représente jusqu'à 60% du PIB hors pétrole. C'est aussi la deuxième source des devises étrangères après le pétrole. La Banque mondiale qui en est le principal bailleur a consenti un appui budgétaire de 15 millions de dollars, dont le but est de soutenir les réformes institutionnelles nécessaires pour une gestion optimale et efficiente du domaine forestier national.

L'objectif du PSFE est de promouvoir un débat ouvert au sein de la société sur la gestion du patrimoine public, et donc de jeter les bases pour une gestion

transparente, durable et équitable des ressources naturelles du pays. L'accent est mis sur la publication de l'échéancier, carte des permis et des bilans de recouvrement, le retour au domaine des permis défaillants et l'observation tierce pour le contrôle de l'exploitation illégale est le deuxième appui administré par la Banque mondiale est un don du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) de 10 millions de dollars. Cet appui a pour objet de renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles de l'Agence nationale des parcs nationaux (ANPN), qui a pour mission de mettre en œuvre le programme gouvernemental de protection, de sensibilisation et gestion de la biodiversité à travers le réseau de parcs nationaux.

Il reste cependant qu'aucune mention spécifique n'est faite aux Populations locales sensibles vivant dans les zones forestières. L'autorisation de défense de leurs terres et de leurs droits d'usages coutumiers a été garantie par l'ancienne loi forestière (Loi 1/82 du 22/7/1982), mais dans le nouveau Code Forestier il existe une prééminence du droit coutumier, sous réserve du respect de l'environnement et des aires protégées (Code forestier Art.252).

## **CODE FORESTIER - CHAPITRE VI : DES DROITS D'USAGES COUTUMIERS**

Article 252.- L'exercice des droits d'usages coutumiers a pour objet la satisfaction des besoins personnels ou collectifs des communautés villageoises qui portent notamment sur :

- l'utilisation des arbres comme bois de construction et celle du bois mort ou des branches comme bois de feu ;
- la récolte des produits forestiers secondaires, tels que les écorces, le latex, les champignons, les plantes médicinales ou comestibles, les pierres, les lianes ;
- l'exercice de la chasse et de la pêche artisanales ;
- le pâturage en savane, en clairières et l'utilisation de branches et feuilles pour le fourrage ;
- la pratique de l'agriculture de subsistance ;
- les droits de pacage et d'utilisation des eaux.

Article 253.- L'exercice des droits d'usages coutumiers est libre et gratuit dans le domaine forestier rural, pour les membres des communautés villageoises vivant traditionnellement à proximité de ce domaine et sous réserve du respect des règlements restrictifs pour nécessité d'aménagement ou de protection.

Article 256.- A l'exception de la récolte de bois mort et sous réserve des autorisations spécifiques prévues par les textes de classement, l'exercice des droits d'usages coutumiers est réglementé dans les forêts domaniales classées et les forêts productives enregistrées.

Article 257.- Les textes de classement d'une forêt ou les plans d'aménagement d'une forêt de production, doivent prévoir une zone suffisante à l'intérieur de laquelle les populations riveraines peuvent exercer leurs droits d'usages coutumiers.

Article 2158.- L'exercice des droits d'usages coutumiers en matière de chasse et faune sauvage, est strictement limité à l'utilisation des armes et engins figurant sur une liste établie par arrêté du Ministre chargé des Eaux et Forêts. Cette chasse ne concerne que les animaux non protégés.

Article 259.- L'exercice des droits d'usages coutumiers en matière de pêche, de chasse et de faune sauvage est interdit dans les Aires Protégées et soumis au respect strict de la réglementation.

Toutefois, les textes de classement déterminent les cours et plans d'eau où les populations peuvent exercer leurs droits d'usages coutumiers.

Article 260.- L'exercice des droits d'usages coutumiers en matière de pêche est pratiqué avec les moyens et les engins figurant sur la liste établie par arrêté du Ministre chargé des Eaux et Forêts.

Article 261.- L'exercice des droits d'usages coutumiers en matière de pêche au moyen de drogues, de poisons ou de produits toxiques et d'engins explosifs est interdit.

## **LOI N°015/2005 DU 8 AOUT 2005, PORTANT CODE DES PECHEES ET DE L'AQUACULTURE EN REPUBLIQUE GABONAISE**

Article 4.- Les ressources halieutiques des eaux sous juridiction relèvent du domaine public de l'État.

À ce titre et sous réserve des droits d'usage coutumiers, nul ne peut les exploiter, ni les récolter, ni les utiliser, ni en disposer sans autorisation préalable délivrée dans les formes et conditions prévues par la présente loi.

### Section 7- De l'exercice des droits d'usage coutumiers

Article 42.- L'exercice des droits d'usage coutumiers est libre et gratuit à l'intérieur des zones réservées à cet effet. Ces zones sont constituées des terres privées, des rivières, des fleuves, des lagunes, des lacs et des plaines d'inondation. Dans ce cas, l'exercice de la pêche et de l'aquaculture n'est pas assujéti aux droits, taxes et redevances applicables à la pêche et à l'aquaculture.

Toutefois, l'exercice des droits coutumiers peut être soumis à des restrictions pour nécessité de protection des ressources halieutiques, d'aménagement des pêches ou de l'aquaculture, notamment les prohibitions relatives à la taille et aux méthodes de capture.

Dans tous les cas, la capture des alevins est interdite.

Article 43.- Dans les zones faisant l'objet d'un plan d'aménagement, l'affectation des cours et des plans d'eau à l'exercice des droits d'usage coutumiers doit faire l'objet d'une enquête préliminaire et s'appuyer sur les prescriptions du plan.

Les modalités de l'enquête visée ci-dessus sont déterminées par voie réglementaire.

.....

Article 65.- L'initiative de classement ou de déclassement des aires protégées aquatiques appartient conjointement à l'administration des pêches et de l'aquaculture et aux populations de la zone concernée. Dans tous les cas, l'administration des pêches et de l'aquaculture procède, en collaboration avec les représentants des populations riveraines, à la reconnaissance du périmètre à classer ou à déclasser, des droits d'usage coutumiers et de toutes autres activités pratiquées à l'intérieur de ce périmètre.

## **LOI N°003/2007 DU 27 AOUT 2007, RELATIVE AUX PARCS NATIONAUX**

Article 1, al.4 : - contrat de gestion de terroir, le contrat passé entre le gestionnaire d'un parc et les communautés rurales de la zone périphérique, définissant les modalités d'intervention de ces communautés dans la conservation de la diversité biologique du parc ou de sa zone périphérique en vue de favoriser les retombées économiques à leur profit;

Article 16.- Dans les zones périphériques des parcs nationaux, l'exercice des droits d'usage coutumiers, notamment la pêche, la chasse, l'abattage et la capture de faune sauvage, les activités agricoles et forestières, la cueillette de plantes, la collecte de minéraux ou fossiles est libre, sous réserve du respect des textes en vigueur et, le cas échéant, des stipulations des contrats de gestion de terroir ou du plan de gestion.

Article 19: Des contrats de gestion de terroir peuvent être conclus entre l'administration d'un parc national et les communautés locales de la zone périphérique. Ils sont approuvés par l'organisme de gestion des parcs nationaux avant leur entrée en vigueur et portent notamment sur la surveillance, la gestion, l'entretien, l'animation culturelle et touristique du parc ou de sa zone périphérique.

#### **5.4. La gestion domaniale et foncière**

Le Gabon n'a pas de politique foncière nationale. A l'analyse, la loi ne reconnaît pas les droits fonciers coutumiers autrement que comme des droits d'occupation et d'utilisation occasionnels sur des terres appartenant à l'État. La loi prévoit également que la propriété ne s'acquiert que par l'achat de terrains à l'État et la délivrance d'un titre officiel pour ces parcelles. Elle adopte une procédure, en vue de cette formalisation qui s'est avérée inaccessible ou non pertinente pour la population majoritaire en milieu urbain et rural.

Cela fait de l'État le propriétaire de la majorité des terres. Il n'existe aucune prescription contraignante selon laquelle l'État agit en cette qualité, ni de procédures contraignant ce dernier à rendre des comptes à la population. Seul un quart des terres de l'État est défini comme relevant du domaine public, cadre dans lequel une telle tutelle pourrait être considérée comme applicable. Le reste est détenu en tant que propriété privée de l'État, dont le gouvernement en place peut disposer de façon discrétionnaire.

- *Le dispositif législatif et réglementaire*

Ce dispositif s'appuie sur des textes fondamentaux qui sont la loi n° 14/63 du 8 mai 1963<sup>6</sup>, fixant la composition du Domaine de l'État et les règles qui en déterminent les modes de gestion et d'aliénation, et le décret n° 77/PR/MF/DE du 6 février 1967<sup>7</sup> réglementant l'octroi des concessions et locations des terres domaniales.

---

<sup>6</sup> loi N°14/63 du 08 mai 1963

<sup>7</sup> Décret n°77\_PR(6-02-1967)

- *Les dispositions générales*

Un concept de base est celui de **domaine national**, mais la définition donnée de celui-ci fait apparaître une confusion entre Nation et État: « *tous les biens et droits mobiliers et immobiliers qui appartiennent à l'État* »( Cf. art. 1, loi n° 14/63<sup>8</sup> du 8 mai 1963, fixant la composition du Domaine de l'État et les règles qui en déterminent les modes de gestion et d'aliénation). Ce mélange juridique est assurément conforme à l'idée de « maître de la terre », et doit être pris en compte dans la compréhension du régime applicable au domaine privé, puisque toujours selon la loi, le domaine national comprend le domaine public et le domaine privé.

- *Le domaine public*

Il comprend les biens « *laissés ou mis à la disposition du public, ou (...) affectés à un service public, à condition qu'ils soient, par nature ou par aménagements appropriés, essentiellement adaptés au but particulier de ce service* » (Art. 2, loi n° 14/63). Si l'on s'en tient aux termes de la loi, les biens doivent être incorporés à ce domaine public. Les dépendances du domaine public peuvent être l'objet d'autorisations temporaires soit d'occupation, soit de stationnement, moyennant le paiement d'une redevance. Par contre, conformément à la règle classique, le domaine public est inaliénable et imprescriptible.

- *Le domaine privé*

Il est composé de tous les biens du domaine national qui ne font pas partie du domaine public (Art. 2, loi n° 14/63), y compris toutes les terres qui n'ont pas été concédées à titre définitif. Il s'agit des biens acquis ou loués, expropriés pour cause d'utilité publique, reçus en dons ou en legs, partie d'une succession en déshérence, ou acquis en vertu d'un droit de préemption (Art. 4 à 22, loi n° 14/63). Il faut y ajouter les biens vacants et sans maître, lesquels n'intègrent pas, à la différence de beaucoup d'autres législations de la même époque, les biens coutumiers (Art. 23 et 24, loi n° 14/63). Les terrains de ce domaine privé peuvent être affectés à un service public, loués ou cédés, par l'Administration des Domaines, seule compétente pour gérer le domaine privé. En principe la cession se fait par adjudication publique dans des conditions fixées par la loi (Art. 68, loi n° 14/63), sauf autorisation donnée par une loi spéciale.

Il faut alors envisager les **droits fonciers** des personnes privées. Curieusement, une part de ceux-ci sont traités par le décret n° 77/PR du 6 février 1967, réglementant l'octroi des concessions et locations de terres domaniales, en particulier l'article 2 : « *tout citoyen gabonais occupant un terrain depuis au moins cinq ans pourra, sur sa demande, obtenir la propriété définitive de ce terrain s'il apporte la preuve que cette occupation a été paisible, continue, publique et non équivoque* » (Le décret avait prévu une période de deux ans à compter de sa date de publication pour procéder aux régularisations. Cette disposition n'est donc théoriquement plus applicable), la preuve de cette occupation pouvant être rapportée par tous moyens. La parcelle attribuée en propriété est limitée à 10 hectares en zone rurale et à 2 000 m<sup>2</sup> en zone urbaine (terrains situés à l'intérieur du périmètre d'un centre urbain organisé).

---

<sup>8</sup> loi N°14/63 du 08 mai 1963

Par-delà ces règles de portée spécifique, il est prévu des dispositifs différents pour les **terrains urbains** et ceux **ruraux**. Le tableau ci après synthétise ces différentes procédures.

**Tableau 3 : La gestion domaniale et foncière au Gabon**

NATURE DOMANIALE	CONTENU	CARACTERES JURIDIQUES	INSTRUMENTS DE GESTION	ACTEURS CONCERNES
<b>Domaine national</b>	<p>Le <i>domaine public</i> : sites et lieux formant le domaine public naturel et éléments du domaine public artificiel, et</p> <p>Terrains composant le domaine privé de l'État :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Terrains immatriculés au nom de l'État</li> <li>- Terrains vacants et sans maître</li> </ul>	<p>Inaliénabilité</p> <p>Insaisissabilité</p> <p>Imprescriptibilité</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Procédures domaniales spécifiques, en principe sur adjudication publique</li> <li>- Droit d'affectation et</li> <li>- Droit de propriété selon les règles du Code civil et de l'immatriculation</li> </ul>	<p>Concessions et autorisations provisoires d'occuper</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Terrains urbains</u> :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>. concession provisoire transformable en titre foncier après mise en valeur, pour terrains 1re et 2e classe (pour constructions en dur), et de 3e classe (pour constructions en semi-dur, réservés aux « masses moyennes à la périphérie de Libreville)</li> <li>. permis d'occuper sur terrains 4e catégorie (constructions traditionnelles)</li> </ul> </li> <li>- <u>Terrains ruraux</u> :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>. concession provisoire transformable en titre après mise en valeur</li> </ul> </li> <li>- Affectation à un service public</li> <li>- Cessions, locations, donations, etc.</li> </ul>	<p>État : Administration des Domaines, collectivités locales</p> <p>État : Administration des Domaines, Conservation foncière, Cadastre</p> <p>Les demandes sont reçues par l'Administration territoriale</p> <p>Pour ces permis, l'attribution relève dans certains cas du maire</p>
<b>Domaine privé des collectivités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Terrains immatriculés au nom de celles-ci</li> </ul>	<p>Droit de propriété selon Code civil et immatriculation</p>	<p>Droit de disposition et droits réels</p>	<p>Conservation foncière, Cadastre</p>
<b>Propriété privée</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Terrains immatriculés au nom d'une personne privée</li> <li>- Terrains occupés sans titre, avec ou sans statut coutumier, depuis au moins 5 ans, de manière paisible, continue, publique et non équivoque</li> </ul>	<p>Droit de propriété selon les règles du Code civil et de l'immatriculation</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Possibilité d'obtenir un titre foncier</li> </ul>	<p>Droit de disposition : cessions, locations, donations, etc.</p>	<p>Conservation foncière, Cadastre</p>
<b>Domaine coutumier</b>	<p>Non reconnu en tant que tel</p>			

## 5.5 Propriété et droits d'usages coutumiers

La Constitution de la République gabonaise établit les principes fondamentaux de protection des droits individuels, dont le droit de propriété ainsi que les conditions d'application et les règles générales de l'expropriation. Le paragraphe 10 de l'article 1 consacré aux principes et droits fondamentaux contient les clauses suivantes :

*«Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité a droit à la propriété. Nul ne peut être privé de sa propriété, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige et sous la condition d'une juste et préalable indemnisation. Toutefois, les expropriations immobilières engagées pour cause d'utilité publique, pour insuffisance ou absence de mise en valeur, et visant les propriétés immatriculées, sont régies par la loi. La propriété privée, individuelle ou collective, est inviolable.»*

Au Gabon coexistent deux régimes de propriété des terres :

- **La propriété formelle**, sanctionnée par un titre foncier, qui fut introduite par les régimes coloniaux pour assurer la sécurité foncière des colons et des institutions administratives ou religieuses et qui devrait, à l'avenir, couvrir tout le territoire en dehors des terres domaniales et communales ;
- **La propriété coutumière**, qui est celle acquise par héritage successif depuis des générations, mais elle n'est pas formellement reconnue par l'Etat.

A l'heure actuelle, dans les zones rurales, moins de 1% des parcelles disposent d'un titre de propriété formelle. Ceci est lié à deux phénomènes : d'une part, les lotissements mis en valeur par l'Etat pour recevoir les nouveaux arrivants sont très rares, ce qui oblige ceux-ci, souvent pauvres, à squatter des terrains du domaine public vacant, et d'autre part, la procédure de régularisation est très longue et des dossiers se perdent dans les arcanes administratifs. Enfin, son coût, qui comprend entre autres une amende pour construction illicite, est lourde (loi n°3/81 du 8 juin 1981), ce qui décourage de nombreux demandeurs d'aller au terme de la procédure.

La Constitution de la République gabonaise indique de manière générale en son article premier les conditions générales d'application de l'expropriation :

- elle s'applique pour cause de nécessité publique légalement constatée,
- elle est subordonnée au paiement d'une indemnisation juste et préalable,
- elle peut s'appliquer également pour insuffisance ou absence de mise en valeur,
- elle ne s'applique qu'aux propriétés immatriculées. Cette dernière condition exclut du bénéfice de l'expropriation environ 99% des parcelles dans les régions rurales demeurant non immatriculées.

Cependant, en pratique, en cas d'expropriation, les propriétaires reçoivent une indemnité pour les mises en valeur (cultures et bâtiments), qu'ils soient titrés ou non et pour des raisons qui tiennent plus à un souci d'ordre public qu'à un respect rigoureux de la loi. Par contre, seuls les propriétaires titrés reçoivent une indemnisation pour leurs terres. Notons néanmoins que l'article 61 de la loi 6/61 du 10 mai 1961<sup>10</sup> indique que «lorsque l'expropriation porte atteinte à des droits d'usage coutumiers dûment constatés, il est alloué une indemnité dans les conditions fixées par la loi», ce qui complète le paragraphe 10 de l'article 1 de la constitution vue plus haut en englobant les terres détenues coutumièrement dans les biens éligibles à

---

<sup>9</sup> Loi n°3/81(8-06-1981)

<sup>10</sup> Loi n°6/61(10-05-1961).

indemnisation en cas d'expropriation. Enfin, la loi n°3/81 du 8/6/8111 par son article 22 prévoit que des zones de relogement économique ou physique peuvent être mises en place en cas de déguerpissement.

L'article 1er du décret n° 192/PR/MEFCR du 4 mars 1987<sup>12</sup> réglemente les droits d'usage coutumiers. Ces droits sont reconnus aux populations villageoises vivant traditionnellement et à proximité des domaines forestiers classés. Elles peuvent ainsi, autour d'une zone jouxtant le domaine classé, exercer des activités qui touchent tant à leur alimentation (chasse, pêche cueillette exploitation forestière rurale) qu'à leur santé à travers l'utilisation des plantes médicinales. Aujourd'hui, il est nécessaire de réaffirmer le droit pour les populations de mener ces activités aux cotés de l'exploitation forestière. L'article 252 du code forestier reprend et vivifie ces droits d'usage coutumiers qui auront, désormais, une valeur législative. On peut ainsi conclure que le code accorde une plus grande place aux activités coutumières des populations villageoises, consacrant ainsi, dans le domaine forestier rural et dans celui des forêts communautaires, la prééminence du droit coutumier, sous réserve du respect de l'environnement et des aires protégées (article 259).

#### **5.6. Le projet de développement intégré du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)**

En 2007, avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), les autorités gabonaises ont mis en place un programme de délivrance d'acte de naissance aux Pygmées de 0 à 5 ans en vue de l'intégration des populations Pygmées et pour leur survie.

De même, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) a entrepris avec l'aide des autorités gabonaises de vacciner les jeunes Pygmées, de leur procurer de la vitamine A et des moustiquaires imprégnées afin de se prémunir contre le paludisme considéré comme l'une des principales causes de décès dans cette communauté sédentaire.

Cette initiative des autorités a eu à porter peu à peu ses fruits puisque les Pygmées ont reçu pour la première fois en avril 2007 des actes de naissance par le Préfet du Haut Ntem basé à Minvoul. C'est une sorte de premier document officiel qui leur ouvre la voie à l'établissement de la Carte nationale d'identité (CNI), à l'inscription dans une école, au droit de vote, etc., et à la délivrance d'un passeport. Cela s'est passé au campement de Bitouga, en pleine forêt, au nord du Gabon.

Ce projet de développement intégré e a été financé par le comité UNICEF de la Grande Bretagne. Ce programme initié par l'UNICEF permet d'avoir une bonne visibilité dans les problèmes que rencontrent les Populations locales sensibles en matière de scolarisation et d'accès aux services administratifs et autres infrastructures socioéconomiques dans leurs zones d'habitation.

Au regard de tout ce qui précède, l'égalité des citoyens est expressément déclarée dans le Constitution gabonaise ; ce qui, pour les autorités gouvernementales, justifie l'inexistence d'une loi spécifique de promotion et de protection des droits des Populations locales sensibles, contrairement à certains pays de la sous région d'Afrique centrale. N'empêche que les pygmées qui demeurent encore pour

---

<sup>11</sup> Loi n°3/81(8-06-1981)

<sup>12</sup> DROPBOX: JURIDIQUE/CODES/DROIT FONCIER/Décret n°192-1987.pdf

certaines en pleine forêt, restent encore marginalisés par rapport à ceux qui sont devenus sédentaires et intégrés dans les collectivités locales. Par exemple, L'éducation est officiellement disponible à tous, mais en réalité «les enfants pygmées ne vont pas l'école, et quand ils font l'école, ils s'arrêtent au cours élémentaire de 2ème année. Ils ne peuvent poursuivre parce que leurs parents sont pauvres et analphabètes. De même, théoriquement tout citoyen est obligé d'avoir une carte d'identité nationale, mais la réalité est que moins de 10 % de ceux qui font partie des Populations locales sensibles possèdent une carte d'identité.

Ceux-ci doivent certainement faire l'objet d'intégration dans le processus de développement.

## **6.EVALUATION DES IMPACTS DU PROJET ZONES HUMIDES SUR LES POPULATIONS LOCALES SENSIBLES ET MESURES D'ATTENUATION**

### **6.1. Impacts positifs**

La mise en œuvre du projet Zones humides du Gabon permet d'envisager des impacts positifs pour les populations des trois sites Ramsar sélectionnés y compris les Populations locales sensibles : appui à la mise en œuvre d'AGR et d'activités communautaires, création d'emploi, par ricochet amélioration des conditions de vie de ces Populations locales sensibles localisées dans la zone dudit projet, en diminuant la discrimination sociale et économique en permettant l'accès équitable aux possibilités d'emploi qu'offrirait le projet.

### **6.2. Impacts négatifs**

Les impacts positifs du projet Zones humides énumérés ci-dessus ne pourront être effectifs que si des actions sont mises en œuvre en vue de s'assurer que les peuples autochtones en retireront des avantages socio-économiques, culturellement adaptés.

A cet effet, des risques socioéconomiques possibles du Projet peuvent, toutefois être relevés. D'abord en ce qui concerne l'analphabétisme de la majorité des C.A.

De l'analyse des données relatives à la scolarisation des enfants pygmées, il ressort que le taux de fréquentation à l'école s'avère insignifiant. Comme cela a été souligné un peu plus haut, divers paramètres relevés dans les villages pygmées visités expliqueraient cette situation :

- ✓ la non déclaration des nouveaux nés à la naissance ;
- ✓ la distance entre les villages Pygmées et les structures scolaires environnantes ;
- ✓ le faible revenu des parents qui ne leur permet pas de s'acquitter des frais d'écolage et de fournitures scolaires ;

Il en résulte que l'instruction et alphabétisation des familles pygmées posent un problème quant à leurs capacités à s'approprier des avantages du projet Zones Humides.

Ensuite, il y a aussi le risque qu'une grande partie des Populations locales sensibles des villages concernés, à cause de leur analphabétisme, voire de non qualification soit marginalisée dans la possibilité d'un recrutement de la main-d'œuvre locale lié à la construction des infrastructures ou ne répondent pas aux critères d'éligibilité aux

activités génératrices de revenus et communautaires.

### 6.3. Mesures d'atténuation des impacts négatifs

Il est à rappeler que l'objectif principal de ce CPPLS consiste, selon les orientations de la Politique Opérationnelle 4.10, à créer un cadre pour que les Populations locales sensibles en retirent des avantages socio-économiques, culturellement adaptés. A cet effet, les mesures préconisées dans ce cadre prévoient d'éviter les incidences susceptibles d'être préjudiciables aux Populations locales sensibles concernées, et/ou à atténuer, minimiser et compenser les incidences. L'identification des mesures d'atténuation et la définition des responsabilités de mise en œuvre et de suivi-évaluation du Cadre de Planification en faveur des Populations locales sensibles localisées dans les zones du projet se présentent selon le tableau n° 4 ci-dessous.

**Tableau n°4 : Mesures d'atténuation des impacts négatifs**

Impacts négatifs	Mesures d'atténuation proposées
Le non déclaration des nouveaux nés à la naissance	<ul style="list-style-type: none"> <li>- sensibiliser et informer les parents quant aux -avantages lié à l'établissement de l'acte de naissance ;</li> <li>- faciliter l'accès aux services d'état civil aux pygmées ;</li> <li>- subventionner l'établissement, des cartes d'identité pour les jeunes ;</li> <li>- garantir que les peuples autochtones deviennent des citoyens égaux aux autres citoyens bantus.</li> </ul>
Analphabétisme des parents	<ul style="list-style-type: none"> <li>- informer, Eduquer et Sensibiliser les parents quant aux avantages de l'alphabétisation</li> <li>mettre en place des structures d'alphabétisation ou d'éducation de masse dans les villages des pygmées ;</li> <li>- faciliter aux Peuples autochtones l'accès aux centres d'alphabétisation existants ;</li> <li>- appuyer des activités d'alphabétisation fonctionnelle.</li> </ul>
La faible proportion des CL bénéficiaires des activités d'AGR et communautaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- - informer, et Sensibiliser les pygmées sur avantages des AGR</li> <li>susciter des regroupements des PA (coopérative, association) dans les villages concernés ;</li> <li>- établir des critères souples et adaptés à la prise en compte des besoins des pygmées ;</li> </ul>

## 7. OPTIONS POUR UN CADRE DE PLANIFICATION EN FAVEUR DES POPULATIONS LOCALES SENSIBLES

Il s'agit ici de proposer un cadre logique de la mise en œuvre du cadre de planification en faveur des populations locales sensibles . dans la zone du projet.

**Tableau n° 5 : Plan d'action du CPPLS**

<b>Rubrique</b>	<b>Actions envisagées en faveur des C.A.</b>	<b>Responsables</b>	<b>Indicateurs de performance</b>	<b>Période de réalisation</b>
<b>Renforcement de capacité 1</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- sensibiliser et informer les parents quant aux -avantages de l'acte de naissance ;</li> <li>- faciliter l'accès aux services d'état civil aux PLS ;</li> <li>- subventionner l'établissement, des cartes d'identité pour les PLS ;</li> </ul>	Ministère en charge de l'administration du Territoire, autorités administratives locales, ONG locales	<ul style="list-style-type: none"> <li>- au moins 80 % des PLS enfants ont un acte de naissance et sont scolarisés</li> <li>- les PLS des villages cibles deviennent des citoyens égaux aux autres citoyens.</li> </ul>	Avant et après le démarrage des activités
<b>Renforcement de capacité 2</b> (alphabétisation parents)	-Appui à la mise en place des structures d'alphabétisation ou d'éducation de masse dans les villages des PLS.	Ministère en charge de l'administration du Territoire, ministères en charge de l'éducation et de la promotion, culturelle, autorités administratives locales, directeurs des écoles, ONG locales, Eglises locales	Rapports sur l'Implication et la participation des PA des villages concernés dans les programmes d'alphabétisation	Toute la période de réalisation
	- Appui aux activités d'alphabétisation fonctionnelle		- au moins 50 % de PLS sont alphabétisés et scolarisés	
<b>Activités d'AGR et communautaires</b>	- susciter des regroupements des PLS(coopérative, association) dans les villages concernés ;	Responsable du projet, Autorités administratives locales,	- nombre d'association de jeunes cl créée dans les villages	Au cours de la première année du projet
	- établir des critères souples et		- nombre de PLS	

	adaptés à la prise en compte des besoins des PA ;		impliquées aux activités communautaires  - nombre de PLS bénéficiaires d'AGR	
<b>Droits humains</b>	- garantir que les Populations locales sensibles deviennent des citoyens égaux aux autres citoyens bantous.	Responsables du Projet, autorités locales, ONG locales	- au moins 5 % du personnel ouvriers recrutés sur le chantier sont des PLS	Avant le démarcage des activités

## 8. PROCESSUS DE GRIEF

Deux niveaux de résolution de conflit peuvent être considérés :

- les Comités Consultatives de Gestion Locale (CCGL), organes internes de consultation et outils de cohésion des parties prenantes du parc. Ils exercent les missions de conseil économique, social, culturel et environnemental en rapport avec les articles 18 et 45 de la loi N°003/2007 relative aux Parcs Nationaux dans le cadre de la gouvernance locale d'un parc national ;
- l'arbitrage des sages de la commune/village, notamment des anciens ou des personnes respectées dans la communauté tout en lui étant extérieur ;

En outre, le projet Zones Humides tiendra compte des mécanismes culturels et usuels de résolution de conflit des PLS et les intégrera aux dispositifs existants.

Au cas où toutes ces options seraient épuisées, alors le recours juridique devrait être considéré comme dernière option.

## 9. PLANIFICATION DE LA MISE EN ŒUVRE, DU SUIVI ET EVALUATION

### 9.1. Planification de la mise en œuvre, du suivi et évaluation

#### 9.1.1. Responsabilité de mise en œuvre et du suivi du CPPLS

Conformément aux Termes de Référence de l'étude, les responsabilités d'exécution s'agissant des options pour un Cadre de Planification en faveur des Populations locales sensibles sont établies de la manière suivante. Ces capacités sont à la fois, humaines, institutionnelles et financières.

En fait, la mise en œuvre du présent CPPLS suppose que les autorités administratives nationales et locales, le comité de pilotage du projet, les Populations locales sensibles, la société civile comprennent le bien-fondé et la raison d'être du Cadre de Planification en faveur des Populations locales sensibles. Toutes les entités citées ci-dessus doivent ainsi être impliquées dans ce processus (de la conception au suivi-évaluation) et suffisamment informées des Politiques de la Banque mondiale et des principes qui les régissent (OP.410)

Les acteurs principaux du CPPLS sont entre autres le Ministère de l'Economie de l'Emploi et du Développement Durable, le Ministère des eaux et forêts, le Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de l'Immigration et de Décentralisation, le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Pêche et du Développement Rural et les structures d'exécution du Projet (DGEPN et ANPN). Ces acteurs veilleront à la consultation et à l'implication des Populations locales sensibles, au suivi-évaluation de la mise en œuvre du CPPLS.

#### 9.1.2. Suivi/Evaluation

Ces deux phases sont complémentaires. **Le suivi** vise à corriger au moment opportun à travers une surveillance continue, les méthodes d'exécution des interventions et des AGR. Quant à **l'évaluation**, elle vise à (i) vérifier si les objectifs ont été respectés et (ii) tirer les enseignements de la mise en œuvre pour modifier les stratégies futures d'intervention.

La mise en œuvre du suivi de façon participative sera un des éléments importants à soutenir dans les diverses structures de mise en œuvre des activités. Pour cela, il incombe à la DGEPN, l'ANPN, autorités administratives nationales et locales, au comité de pilotage du projet, aux Populations locales sensibles et à la société civile d'appuyer cela. A noter que les services provinciaux des Ministères impliqués seront aussi mis à contribution dans cet exercice.

Dans le cadre du suivi, les indicateurs de résultats indiqués dans le tableau n°4 devront être régulièrement évalués. Une évaluation globale à mi-parcours et à la fin du projet devra être faite pour tirer les enseignements majeurs et apporter des ajustements à sa mise en œuvre.

### 9.1.3. Budget estimatif du CPPLS

Le financement des activités retenues dans le Cadre de Planification en faveur des PLS peut être estimé de la manière suivante.

**Tableau n° : 6 Budget estimatif**

<b>Rubrique</b>	<b>Activités</b>	<b>Montant en FCFA</b>
<b>Renforcement de capacité 1</b>	- Actions de sensibilisation et information des parents quant aux avantages liés à l'établissement de l'acte de naissance ;	<b>15.000.000 FCFA</b>
	- Etablissement des actes de naissances pour les enfants et des cartes d'identité pour les jeunes des villages cibles	<b>60 000 000 FCFA</b>
<b>Renforcement de capacité 2</b> (alphabétisation des parents)	- Choix et implantation des structures d'alphabétisation ou d'éducation de masse dans les villages .	<b>6.000.000 FCFA</b>
	- Appui aux activités d'alphabétisation fonctionnelle	<b>24 000 000 FCFA</b>
<b>Renforcement de capacité 3</b> (développement d'AGR)	- susciter des regroupements des PA (coopérative, association) dans les villages concernés ; - établir des critères souples et adaptés à la prise en compte des besoins des PA ;	<b>12.000.000 FCFA</b>
<b>Total</b>		<b>117.000.000 FCFA</b>

## 10. ANNEXES

### 10.1 Termes de Référence Pour l'Élaboration Cadre de Planification des Peuples Autochtones (CPPLS)

Pour le Projet  
« sur les zones humides d'importances internationales du **Gabon** »

#### CONTEXTE DU PROJET

##### Le Gabon et les zones humides d'importances internationales

Le Gabon est partie prenante de la convention Ramsar sur les Zones Humides d'Importance Internationale (ZHII) depuis 1987 suite à l'inscription des trois premiers sites gabonais sur la liste des ZHII. Le pays a inscrit en trois vagues, neuf sites sur la liste des ZHII représentant une grande diversité d'écosystèmes aquatiques (Mangroves, savanes côtière, chutes et rapides, lagunes, rivières, fleuves, lacs alluviaux) sur près de 2 818 469 ha.

##### Les sites Ramsar du Gabon

Les sites Ramsar du Gabon ont des statuts de protection divers, certains sont classés en parcs nationaux (Akanda, Pongara, une partie du site de Birougou, le site des chutes et rapides sur l'Ivindo est en partie dans le parc national d'Ivindo, ), d'autres sont classés selon d'autres statuts nationaux (réserve de faune, domaine de chasse, réserve présidentielle) dont certains recouvrent en partie des parcs nationaux (Petit Loango et Setté-Cama), deux sites n'ont aucun statut de protection national (Bas-Ogooué et Rapides de Mboundou Badouma et de Doumé).

Site Ramsar du Gabon inscrits sur la liste des Zone Humides d'Importance Internationale

Nom de la ZHII	Surface	Date d'inscription	Statut national
Wonga-Wongué	380 000 ha	30 déc.1986	Réserve présidentielle
Petit Loango	480 000 ha	30 déc.1986	r PN Loango Zone tampon et périphérique du parc
Setté-Cama	220 000 ha	30 déc.1986	En partie sur les PN Loango et Moukalaba-Doudou Interzone des deux parcs (réserve de faune et domaine de chasse)
Akanda	54 000 ha	2 avril 2007	Parc national Akanda
Pongara	92 969 ha	2 avril 2007	Parc national Pongara
Birougou	536 800 ha	2 avril 2007	Parc national de Birougou et sa périphérie
Bas-Ogooué	862 700 ha	2 avril 2009	Aucun
chutes et rapides sur l'Ivindo	132 500 ha	2 avril 2009	Partie du Parc national Ivindo
rapides de Mboundou Badouma et de Doumé	59 500 ha	2 avril 2009	Aucun

##### Le projet GEF- Zones Humides d'Importance Internationale du Gabon

Le Gouvernement du Gabon a sollicité le Fonds pour l'Environnement Mondiale à travers la Banque mondiale pour la préparation d'un projet sur les zones humides d'importances internationales du Gabon sur le 5ème round des allocations STAR.

Le GEF et la Banque mondiale ont validé une note de concept et un montant prévisionnel prenant en compte la totalité des fonds de l'allocation STAR 5 (6,3 millions US\$), complétés par des fonds GEF pour la Gestion Durable des Forêts (2 millions) et d'une contribution d'un fonds spécial GEF pour la mise en œuvre du protocole de Nagoya.

**OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT ET COMPOSANTES :** l'Objectif de Développement est d'améliorer la protection de la biodiversité dans les zones humides forestières sélectionnées sur la liste des sites Ramsar, à travers la création de connaissance et la mise en place des mesures de conservation pour une gestion durable de ces écosystèmes. Le projet s'articule

autour de 5 composantes : (i) Amélioration de la connaissance et de la surveillance des écosystèmes des zones humides sélectionnées ; (ii) Appui à la gestion durable des écosystèmes des zones humides critiques sélectionnées ; (iii) Mise en œuvre du Protocole de Nagoya ; (iv) Renforcement du cadre institutionnel de la gestion des zones humides ; et (v) Gestion du projet.

### **L'OBJECTIF DE L'ETUDE**

Dans le cadre de la préparation du document d'évaluation du projet et tel que stipulé par les politiques de sauvegarde sociales et environnementales de la Banque Mondiale, le Gouvernement du Gabon doit préparer un certain nombre de documents, notamment un Cadre de Planification en faveur des Peuples Autochtones (CPPLS)<sup>13</sup> qui pourraient être concernés par l'exécution du projet.

L'objectif du CPPLS est de permettre (tel que le prévoit la politique de sauvegarde en la matière) une « consultation des communautés de populations autochtones affectées, libre et fondée sur la communication des informations requises, et notamment au stade de la préparation du projet, afin de prendre pleinement connaissance de leurs points de vues et de s'assurer qu'elles adhèrent massivement au projet ».

Le CPPLS fournira des informations sur la localisation des Populations autochtones dans des zones susceptibles d'être affectées par le projet. Ce CPPLS fournira donc des informations permettant de « juger des répercussions positives et négatives du projet sur les populations autochtones ».

Le CPPLS fera une « analyse des alternatives au projet susceptibles d'avoir des répercussions importantes. Le type, la portée et le niveau de détail de l'analyse conduite dans le cadre de cette évaluation sociale seront fonction de la nature et de l'ampleur des répercussions positives ou négatives du projet proposé sur les populations autochtones ».

Le consultant devra appuyer le Gouvernement pour préparer un Cadre de Planification en faveur des Peuples Autochtones (CPPLS) pour guider le projet dans la minimisation de l'impact du projet sur le plan économique et socioculturel de ces peuples. Il s'agira de créer un cadre permettant de guider le projet dans la prise en compte de la dignité, des droits de la personne, de l'économie et de la culture des populations autochtones et de s'assurer en même temps que celles-ci en retirent des avantages socio-économiques, culturellement adaptés. Ce rapport fournira un cadre sur la manière dont ces objectifs peuvent être atteints et il prévoit des mesures destinées: a) à éviter les incidences susceptibles d'être préjudiciables aux populations autochtones concernées; ou b) au cas où cela ne serait pas possible, à atténuer, minimiser ou compenser de telles incidences. La Banque mondiale n'accepte le financement d'un projet que lorsque ce projet obtient un large soutien de la part des populations autochtones à l'issue d'un processus préalable de consultation libre et informée.

Le Consultant appuiera le Gouvernement à réaliser le CPPLS, en concertation avec l'ensemble des acteurs et partenaires concernés par le projet au niveau de la République Gabonaise, notamment le Ministère de l'Emploi et du Développement Durable et l'Agence Nationale des Parcs Nationaux, les Collectivités locales, Organisations et Associations locales, ONG et tous autres services et projets impliqués dans les questions d'impact social et environnemental.

---

<sup>13</sup> Indigenous Peoples Planning Framework (IPPF)

L'étude sera conduite de façon participative sur la base de consultation systématique des différents partenaires, afin de favoriser une compréhension commune des problématiques du secteur des zones humides. L'étude privilégiera une démarche participative permettant ainsi d'intégrer au fur et à mesure les avis et arguments des différents acteurs notamment les populations urbaines.

## **TACHES DU CONSULTANT**

### **Elaboration du CPPLS**

*Tâche 1 : Etablir l'effectif des populations autochtones dans les zones du Projet.*

L'objectif de l'étude est d'identifier de manière aussi précise que possible les effectifs et la localisation des Populations autochtones dans les zones du projet. Par localisation on entend à la fois les présences permanentes et sédentaires, que les passages des groupes de Populations Autochtones dans l'aire d'influence du projet, s'ils ont trait à des formes d'utilisation économique, sociale ou culturelle des espaces traversés. L'inventaire pourra s'appuyer sur les statistiques des localités et les témoignages des administrateurs et ONG, mais aussi et surtout sur des entretiens avec les représentants des groupes concernés.

*Tâche 2 : Etablir le type de sous-projets susceptibles de faire l'objet d'une demande de financement au titre du projet ;*

*Tâche 3 : Etablir les répercussions positives et négatives que pourraient avoir lesdits sous-projets sur les populations autochtones ;*

*Tâche 4 : Etablir le plan à suivre pour réaliser l'évaluation sociale de tels sous-projets ;*

*Tâche 5 : Etablir le cadre qui permettra d'assurer une consultation des communautés autochtones, préalable, libre et fondée sur la communication des informations requises, à chaque étape de la préparation et de l'exécution du projet ;*

*Tâche 6 : Etablir les dispositifs institutionnels (y compris le renforcement des capacités en cas de besoin) présidant à l'examen préalable des activités financées par le projet, à l'évaluation de leurs répercussions sur les populations autochtones, à la préparation des plans d'actions et à la gestion des plaintes éventuelles ;*

*Tâche 7 : Etablir les modalités de suivi et d'établissement des rapports, notamment les mécanismes et les normes de référence adaptés au projet ;*

*Tâche 8 : Etablir les modalités de divulgation des PPA à préparer dans le cadre du CPPLS.*

1. Sans être exhaustif, le CPPLS devrait au moins comprendre les points ci-après :

- Liste des Acronymes
- Sommaire
- Résumé en français et en anglais
- Brève description du projet
- Justification du Cadre de Planification en faveur des Populations Autochtones
- Objectifs et Méthodologie de l'étude
- Informations de base sur les populations autochtones en République Gabonaise
- Cadre institutionnel et légal de coordination et d'évaluation des Droits des Populations Autochtones en République Gabonaise
- Evaluation des impacts du projet sur les populations autochtones et mesures d'atténuation.
- Options pour un Cadre de Planification en faveur des populations autochtones
  - Planification de la mise en œuvre, du suivi et évaluation
  - Budget estimatif du CPPLS
- Annexes
  - TDR

- Personnes rencontrées
- Bibliographie consultée

### **RAPPORTS**

La langue de travail sera le Français. Les livrables devront être préparés en Français. Les livrables seront définis ci-après :

- Une version provisoire du CPPLS avec les annexes sera fournie en version électronique pour revue après le démarrage de la mission. Cette première validation pourra si nécessaire se faire au cours d'un atelier de validation où seront conviées toutes les parties prenantes du projet, notamment les acteurs locaux avant la transmission par le représentant de la République Gabonaise pour le projet à la Banque mondiale pour commentaires.
- La version finale du CPPLS devra être disponible en version électronique après une prise en compte effective des observations du projet.

La version finale validée qui comportera un sommaire exécutif en Anglais fera l'objet d'une publication nationale et sur *InfoShop* (plus sur le site Intranet) de la Banque Mondiale à Washington, DC.

### **INTERFACE**

Le Consultant sera en contact avec le Ministère de l'Economie, de l'Emploi et du Développement Durable et l'Agence Nationale des Parcs Nationaux ainsi qu'avec les autres ministères impliqués dans la gestion des zones humides au Gabon, mettront à la disposition du Consultant les documents utiles et apporteront leur concours pour lui assurer les contacts nécessaires auprès des divers acteurs concernés par la réalisation de l'étude.

### **PROFIL DU CONSULTANT**

L'appui au Gouvernement est attendu d'un Expert individuel ayant des compétences en étude d'impact environnemental et en sciences sociales, et en encadrement des communautés de base. Le Consultant devra avoir réalisé une étude similaire dans le cadre d'autres projets et disposer d'une expérience de trois (3) ans dans la préparation de documents d'évaluation d'impact environnemental et social avec une approche de consultation et de participation des divers acteurs et des populations concernés. Par ailleurs, il devra posséder une bonne maîtrise des exigences opérationnelles et procédurales de la Banque Mondiale en matière d'études environnementales et sociales.

### **DOCUMENTS A CONSULTER**

Sans être exhaustif, les documents ci-après devraient être consultés par le Consultant :

- les directives de la Banque Mondiale en matière de Sauvegardes Environnementales et Sociales ;
- les documents relatifs au projet au Gabon ;

les documents d'autres projets pouvant avoir une relation avec la présente étude ;

**10.2 Liste des personnes rencontrées**

N°	Nom et Prénom	Responsabilité	Contact
	<b>Sette Cama</b>		
1	Ngombo Nguele Gael	Ecogarde P.N. Loango	07 42 46 14
2	Moundanga	Ecogarde P.N. Loango	07 83 20 85
3	Mavoungou Lewis	Marin	07 32 15 62
4	Ognongo Juliette	Cultivatrice	07 90 49 37
5	Moussavou SImone	Infirmière	07 33 57 32
6	Tchibinda F	Technicien	07 16 16 42
7	Mbatchi Jerry	Sans	04 26 74 78
8	Mbouity Jean	Chef de village	07 16 16 42
9	Pambo Jean Alain	Sans	07 84 15 26
10	Moudouma Etsi	Sans	04 58 76 84
11	MAkaya Ted Lyonnell	Marin	04 86 74 02
12	Maroundou Judith	Ménagère	07 30 39 65
13	Mackaya Annie		05 51 20 74
14	Fouty Stephane	Sans	
15	Ibinga Marie O	Ménagère	07 16 00 02
	<b>MALINGA</b>		
1	Magnaga	Préfet de Louetsi Bibaka	07 28 99 43
2	Mehoulobadi Bruno	Fonctionnaire	07 35 34 64
3	Lemboumbou Jean Fidel	Notable	04 35 39 72
4	Bivigou Kombila Paul	Chef de secteur Agricole	07 74 44 78
5	Madou Loïs	Chef de Canton	04 25 48 41
6	Rongo François	Chef de quartier	04 71 65 72
7	Ngopi Felix	Notable	
8	Wassa Jean Paul	Notable	07 27 27 69
9	Mougamba François	Infirmier	07 75 66 67
10	Indenguela Georges	S.G Mairie	07 32 75 23
11	Mouwoyi Emile	Notable	
12	Kengué Brigitte	Secrétaire Particulière	07 08 33 32
13	Tanga Jean Christophe	Enseignant	07 89 68 96
14	Mifoumbou J .P	Notable	
15	Nzemba Jules	Notable	
16	Moubamba Samuel	Chef de quartier	
17	Mouyouma Jean Pierre	Chef de quartier	
18	Djoumba Paul	Chef de quartier	
19	Beyi beyi Patrice	Chef de quartier	
20	Mouta fouala Valentin	Notable	
21	Khadija MOUNGALAT	Secrétaire A.F.	04 09 21 60
22	Dikouka Jean Pierre	Notable	
23	Dikoko Patrice	Notable	
24	Mayomba J Désiré	Agent au CDLB	
25	Wama Ndoungou	Infirmier	
26	Ngaba Felicein	Secrétaire Préfecture de Malinga	
27	Lepocko Mathurin	Chauffeur Préfecture de Malinga	
28	Massagna Cécile	Ménagère aux Eaux et Forêts	
29	Papa Jean Aimé	Secrétaire Cantonal Préfecture M	
30	Koumba Marthe	Secrétaire Particulière du Préfet	04 24 38 00
31	Mambi Augustin	Manœuvre à l'assemblée	07 75 40 68
32	Moumou AUmard	Manœuvre au CES de Malinga	07 61 53 00
33	Moua bongo	Ménagère	07 37 30 75

34	Taillard Theryl	Gendarme	07 45 95 56
35	Daouda Wilfreid	Logisticien ANPN	07 46 52 80

### 10.3. Bibliographie consultée

- BAHUCHET Serge, *L'invention des pygmées*, in Cahiers d'Etudes Africaines, 129, XXXIII-1, Paris, 1993, pp. 153-181.
- BAHUCHET Serge, *Les pygmées d'aujourd'hui en Afrique Centrale*, Journal des Africanistes, tome 61, Fascicule 1, Paris, CNRS et Centre National des Lettres, 1991, pp.5-35.
- BAHUCHET Serge, *Les pygmées changent leur mode de vie*, Vivant Univers, n°396, bimestriel, novembre-décembre 1991, pp.2-13.
- BAHUCHET Serge, *Etudes récentes sur les pygmées d'Afrique Centrale*, in *Pygmées de Centrafrique : ethnologie, histoire et linguistique*, pp. 171-175.
- BARUME KWOKWO (Albert) ; Etude sur le cadre légal pour la protection des droits des peuples indigènes et tribaux au Cameroun, Genève, OIT, 2005, pp. 20-30, KOUEVI AYITEGAN (G.) ; « La problématique autochtone en Afrique », in Alternatives Sud, volume VII, 2, 2000, pp. 175-188 et MEDARD (Claire) ; « Il existe un droit ancestral à la terre des communautés dites « autochtones » », in COURADE (Georges)(dir.) ; L'Afrique des idées reçues, Paris, Belin, 2006, pp. 166-172.
- BIGOMBE LOGO Patrice, *La dynamique des habitus sexués : femmes pygmées, sédentarisation et émancipation*, in *La biographie sociale du sexe : genre, société et politique au Cameroun*, CODESRIA-KARTHALA, Paris, 2000, pp.175-196.
- BILLE LARSEN Peter, *Indigenous and tribal children: assessing child labour and education challenges*, Child labour and education paper, IPEC & INDISCO-COOP, Geneva, 2003, 56 pages.
- BRETIN Maryvonne, *L'intégration du peuple pygmée : tentative d'analyse d'orientations*, CEBEMO, mars 1991, 18 pages.
- CADHP et IWGIA ; *Rapport du Groupe de travail d'experts de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples sur les Populations/Communautés Autochtones*, adopté par la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples lors de sa 28<sup>ème</sup> session ordinaire, Banjul, 2005.
- ERE Développement, *Suivi du plan pour les peuples autochtones vulnérables : Etudes de base*, SNH, Yaoundé, février 2004, 89 pages.
- FAO, *Communautés forestières dépendant de la forêt*, Revue Unasylva, n°189, volume 47, 1996/3, Rome, 64 pages.
- FRITZ (Jean-Claude) ; Introduction générale au livre sur La Nouvelle question indigène. Peuples autochtones et ordre mondial, Paris, L'Harmattan, 2005, pp. 11-22.
- HITCHCOCK Robert K., *Indigenous peoples, the State, and resource rights in Southern Africa*, pp. 119-131.
- JOIRIS Daou Véronique, *Ce que « bien manger » veut dire chez les pygmées Kola (Gyeli) et Baka du Sud-Cameroun*, in *Bien manger et bien vivre*, L'Harmattan-ORSTOM, Paris, 1996, pp.365-370.
- KAI SCHMIDT-Soltau, *Plan de développement des peuples indigènes (pygmées) pour le Programme National de Développement Participatif (PNDP)*, Rapport, MINEPAT, Yaoundé, mars 2003, 11pages.
- KAPUPU DIWA MUTIMANWA, *Les pygmées refusent l'oppression et s'organisent*, Bulletin IKEWAN, n°48, avril, mai, juin 2003, page 7.
- La circoncision chez les Pygmées du Gabon ! 28 juin 2007, in <http://www.canalblog.com/cf/fe/tb/?bid=309424&pid=5448732>
- La Constitution de la République Gabonaise, Edition Spéciale Educative.

- MBEZELE FOUDA Elisabeth et ENYEGUE OKOA Christine, *Enjeux de la reconnaissance des droits fonciers aux pygmées*, INADES-Formation Cameroun, Yaoundé, Septembre 2001, 8 pages.
- METRAL Nicole, *Les pygmées risquent de disparaître, menacés par l'abattage de la forêt*, journal 24 heures du jeudi 6 août 1998.
- Minority Rights Group International, *Minorities, democracy and peaceful development, Annual report on activities and outcomes (1 January – 31 december 2003)*, London, 49 pages.
- Nations Unies/CES, *Note du secrétariat sur l'atelier de consultation et de formation à l'intention des communautés pygmées sur les droits de l'homme, le développement et la diversité culturelle*, en coopération avec l'OIT et l'UNESCO, 11-15 novembre 2002, Yaoundé, 10 pages.
- NELSON (John) ; *Sauvegarder les droits fonciers autochtones dans la zone de l'oléoduc au Cameroun*, Forest Peoples Programme, juillet 2007, 17 pages.
- NGOUN Jacques, KAPUPU DIWA MUTIMANWA, *Tournée d'investigation et de concertation des leaders et des associations des pygmées à l'Ouest du Bassin du Congo : Cameroun, RCA, Gabon*, Rapport final, FAAP, Bukavu, 1999, 12 pages.
- UNESCO et ONG-PRECED (Promotion et Revalorisation des Cultures En voie de Disparition), *Protection des Ressources Culturelles des Pygmées du Gabon et leur intégration dans le processus de développement*, Rapport à mi-parcours, décembre 2003.